

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

		Pages
FRANCESCHINI (Emile)	<i>La Corse aux premiers jours de la Révolution.</i>	49
SERVEILLE (E.).....	<i>La fondation de Calvi, en 1228</i>	62
AMBROSI R. (Ambroise)	<i>Notes de voyage : de Calvi à Portu.....</i>	69
SILVANI (Mad. Séb.)....	<i>Deux héros corses de la Conquête africaine.....</i>	75
GUILLEMIN (A.).....	<i>La prononciation française du latin</i>	80
COSTA.....	<i>Les éditions de Virgile à la bibliothèque de Bastia</i>	82

Bibliographie et Nouvelles

A NOS LECTEURS

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande île française. C'est une publication illustrée de 46 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

La Direction, toujours désireuse de conserver à cette Revue son caractère de vulgarisation des questions corses, maintient, pour les anciens abonnés les prix de quinze francs (France et Colonies) et vingt francs (étranger), comme montant de l'abonnement annuel.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à vingt et à vingt-cinq francs comme les nouveaux.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la Revue et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres Revues, sont de 500 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 150 francs pour un quart de page.

Encourager cette Revue est un acte de patriotisme qui n'a jamais été plus nécessaire.



AVIS IMPORTANT. — La Direction prie instamment les abonnés de lui faire parvenir le montant de leur abonnement, sans attendre la présentation par la poste d'une quittance, dont les frais s'élèvent aujourd'hui à trois francs.



DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 9, Place du Général-Bonnet, PARIS (XV^e)

COMPTE POSTAL : Paris 813.42 — TÉLÉP. : Vaugirard 01.12

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

Le Corse aux premiers jours de la Révolution

Le Gouvernement du Vicomte de Barrin

(MAI-DÉCEMBRE 1789)

L'Histoire de la Corse pendant la Révolution française n'est plus à faire. Après les « **Osservazioni storiche** » de l'abbé Rossi et les publications de l'abbé Letteron et de la Société des Sciences historiques de la Corse, après l'ouvrage si intéressant, en dépit de quelques lacunes de M. Maurice Jollivet, après ceux si remarquables de M. Arthur Chuquet sur la « **Jeunesse de Napoléon** » et de M. Marcaggi « **Une Genèse** », après la thèse récente de M. Louis Villat, il semble bien qu'il ne soit guère possible de faire du nouveau.

Pourtant il nous a paru qu'il y avait encore à glaner utilement dans les cartons des Archives Nationales, même dans ceux qui n'ont pas échappé aux savantes recherches de M. Arthur Chuquet. Retenu par son sujet, l'éminent historien de Napoléon a volontairement négligé certaines pièces et écarté certains détails qui, indifférents à l'histoire de son héros, ont cependant leur place dans une Histoire de la Corse. La correspondance du vicomte de Barrin, commandant en chef de l'île de Corse au début de la Révolution est particulièrement intéressante à cet égard et nous l'avons largement utilisée.

Aussi, sans avoir la prétention d'écrire une œuvre vraiment nouvelle, avons-nous du moins l'espérance qu'on pourra lire cette étude avec quelque intérêt et qu'elle aura apporté des éléments profitables à l'histoire contemporaine définitive de notre petite patrie, qu'on écrira quelque jour.

Quand les députés de la Corse aux États-Généraux s'étaient embarqués pour le Continent, ils avaient emporté avec eux un volumineux cahier de doléances et de revendications. Comme dans toute la France, les cahiers corses — ceux du Tiers-Etat bien entendu — demandaient des réformes profondes : la liberté individuelle, la liberté de la presse, de la chasse, de la pêche, du commerce, la suppression de la corvée, de la gabelle, des douanes, une meilleure organisation de la justice civile et criminelle, l'abolition des let-

tres de cachet, de la torture, le respect de la propriété, etc...

Vingt années, en des temps normaux, n'eussent pas suffi à réaliser un pareil programme. Les événements, cette fois, en moins de vingt mois allaient l'accomplir.

Mais, de toutes ces réformes, il en était une que la Corse réclamait avant tout. C'était la fin de l'arbitraire administratif et de la dictature militaire, avec l'égalité des Français et des Corses devant le roi et la loi.

Certes, la Corse souffrait de bien des maux, en dépit des efforts sincères du gouvernement royal pour la relever et effacer les ruines de la guerre civile et de la guerre étrangère (1), mais rien ne lui était plus sensible que ce mépris trop souvent affiché pour sa collaboration à l'œuvre du relèvement national. « Pourquoi, disaient-ils, confier les charges de l'île à des Français, quand les Corses peuvent les remplir à moindres frais et souvent avec plus de probité ? ».

Car les exemples étaient nombreux d'hommes tarés qui occupaient les hauts emplois de l'administration alors que les Corses en étaient à peu près systématiquement exclus. On citait un Vauvorn, à la douane de Calvi, qui était convaincu d'avoir détourné les bois de la couronne. Un ci-devant, commis des bêtes à cornes, Houvet, un déserteur. Moreau, un ancien perruquier, Sappey, pourvus des meilleures places, en trafiquaient ouvertement. On pouvait en citer d'autres.

Dans les villes du littoral, les seules à la vérité où l'influence française se fit vraiment sentir, c'était l'administration militaire qui tenait le haut du pavé et elle y régnait en maîtresse, multipliant les « abus d'autorité, les vexations, les rapines ».

A Bastia, depuis longtemps, la population se plaignait de ses officiers municipaux, le maire, Rigo, et les deux pères du commun, Morlas et de Rossi, les seuls de l'île qui fussent perpétuels. On réclamait leur remplacement par une élection populaire, et cette volonté avait même été expressément exprimée dans le cahier des doléances du Tiers-Etat.

Le 1^{er} mai, déjà, comme on était en pleine fièvre d'élection pour les députés aux Etats généraux, il y avait eu un

(1) Voir la thèse de M. Louis Villat sur « **La Corse de 1768 à 1789** » (Millot, éditeur, Besançon, 1925).

incident au cours duquel le sang avait coulé. Le podestat traversait la ville avec son fils et quelques parents quand il fut insulté par des gens du peuple. Son cousin, fils du contrôleur des actes de Bastia, qui était armé, tira son épée et tua un ouvrier. La foule s'ameuta, poursuivit le meurtrier jusque dans une maison où on le tua à son tour. Ce double meurtre jeta la ville dans une extrême agitation et, comme les autorités manifestaient d'abord l'intention de se saisir des coupables et de leurs partisans, elles ne tardèrent pas à se rendre compte que c'était presque toute la ville qu'il leur faudrait arrêter et l'affaire n'eut pas d'autres suites.

L'intendant La Guillaumye qui, à Versailles, était le mieux informé des affaires de la Corse, n'avait jamais été pleinement rassuré sur l'apparente tranquillité du peuple corse ; il pensait qu'il valait mieux, dès à présent, prévoir le pire, et, pour y parer, renforcer les garnisons. Rendant compte de la situation, « il est à craindre, disait-il, que l'esprit de liberté et d'indépendance ne se réveillent et l'exemple sanglant de quelques provinces de France les ferait se hâter de profiter de la faiblesse des garnisons ».

La vicomte de Barrin, commandant en chef de l'île, insistait naturellement dans le même sens. Lui aussi voyait dans quelques faits qui venaient de se passer en France « un exemple pernicieux qui avait fait espérer aux Corses la même impunité. » Il signalait le peu de troupes dont il disposait à Bastia même, 900 hommes à peine, pour contenir une population remuante où se rencontrait « une foule de Génois, de Piémontais et d'Italiens qui n'avaient rien à perdre et toujours disposés à prendre part aux troubles ». Mais il n'était pas partisan d'une répression violente qui ne ferait qu'exaspérer la population. « Ce pays, écrivait-il, sera tranquille tant que la nation pourra espérer d'être réunie à la nation française (2), mais ce calme tient à peu de chose et une étincelle peut occasionner un embrasement. ». Et il

(2) Ce vœu, constamment reproduit dans les réclamations de la nation corse à cette époque et qui ne devait recevoir de sanction que dans la mémorable séance des Etats généraux du 30 novembre 1789, pourrait surprendre le lecteur qui, sur la foi des manuels d'Histoire de France, a appris que la Corse a été réunie à la France en 1768. La Corse avait été effectivement cédée à cette date par Gênes à la France, mais en en faisant un « pays d'Etats », on l'avait dotée d'un régime d'exception qui l'avait rattachée d'abord au Ministère de la guerre, puis à celui des Finances, puis encore au Ministère de la guerre, sans jamais lui donner satisfaction.

ajoutait : « Le seul moyen de maintenir cette tranquillité est de gouverner les Corses sans injustice, en évitant autant ce qui ressemble à des coups d'autorité que ce qui pourrait marquer de la faiblesse » (3).

Deux jours auparavant, le 6 août, il avait insisté lui-même pour la suppression de la perpétuité des officiers municipaux de Bastia. « Jusqu'à présent, disait-il, j'ai réussi à calmer les esprits, mais je ne puis répondre de rien si le Roi ne se prononce pas promptement sur une demande si juste ». (4) Et il signalait que le podesdat, et les officiers municipaux étaient disposés à s'en aller d'eux-mêmes, ce qui simplifiait les choses. Rigo lui avait même écrit pour demander à passer en Italie afin d'y prendre les eaux de Lucques. Il proposait donc de saisir l'occasion et d'accepter, tout en reconnaissant que le podesdat, si généralement détesté, « avait rendu de réels services au gouvernement, notamment pour la subsistance des premières troupes arrivées en Corse et depuis ».

Rigo était parti, mais les deux pères du commun, Morlas et Rossi, restaient encore en fonctions quand le peuple des corporations, enhardi par son premier succès et par la conscience qu'il prenait qu'un nouvel état de choses était né, fit connaître qu'il exigeait leur départ. Il ne voulait pas, disait-il, qu'ils assistassent à la procession traditionnelle de Notre-Dame du 15 août et il entendait procéder lui-même à la nomination de ses nouveaux officiers municipaux. Des délégués se présentèrent à cet effet chez le subdélégué général pour exposer les revendications populaires et, en sortant de chez lui, deux particuliers se rendirent chez les pères du commun pour leur signifier « qu'ils ne devaient point paraître à la procession parce que le public ne les verrait point avec plaisir. »

Emus, les deux pères du commun coururent rendre compte chez Barrin et chez le subdélégué, mais ceux-ci, inquiets eux-mêmes de la tournure que prenaient les événements, les engagèrent vivement à démissionner, ce qu'ils firent aussitôt (11 août).

Barrin les remplaça par deux Bastiais jouissant de l'estime générale, Mattei l'ainé et Perfetti, et il crut avoir, de

(3) Au sous-secrétaire d'État chargé du département de la guerre, 8 août 1789 (Arch. Nat. F 7, 3667-1).

(4) Au comte de la Tour du Pin, 6 août. (Arch. Nat. F 7, 3667-1).

la sorte, apaisé les exigences populaires ; mais le lendemain, 14 août, à neuf heures du matin, comme la population réunie dans l'église de la Conception, venait de chanter le **Veni Creator**, quelques-uns proposèrent de nommer le podestat. Le subdélégué qu'on alla chercher sur le champ renouvela ses objurgations sur l'illégalité de cette assemblée, mais Barrin qui comprenait, comme il devait le dire lui-même quelques jours plus tard, (5) « qu'une municipalité bien composée pouvait l'aider à contenir le peuple par la suite », se hâta de concilier la volonté populaire avec ses droits qu'il entendait maintenir et il nomma aussitôt le podestat « qu'il savait dans l'intention du peuple de proposer », Caraffa, ancien officier du Royal-Corse, gentilhomme, chevalier de Saint-Louis, ayant commission de colonel. On applaudit, mais l'assemblée populaire n'entendait plus s'en tenir là. Elle voulait également nommer un greffier, deux nouveaux censeurs de police (bien que ceux en place n'eussent nullement démissionné) et renouveler plusieurs autres officiers remplissant diverses fonctions administratives et qui avaient cessé de plaire. Malgré les représentations nouvelles du subdélégué, les sieurs Rogliano et Giordani furent élus censeurs de police et le sieur Benedetti, greffier. Ensuite, on désigna Casella comme trésorier de la communauté, puis l'avocat Morelli et l'assesseur Bertolacci pour l'examen des comptes. Les anciens censeurs de police qui étaient également préposés de santé furent remplacés par les sieurs Santelli, Luiggi, Guasco et Semidei. Un seul trouva grâce, le sieur Luri (6).

« Malgré l'irrégularité de ces dispositions, écrivait le lendemain le vicomte de Barrin, je les ai confirmées dans l'espérance d'obtenir une meilleure police. Mais, ajoutait-il, je prévois beaucoup d'autres demandes ridicules qui ne dépendent pas de moi ou qui seront fort injustes. Je crains surtout que cet exemple de municipalité changée ne soit suivi de bien d'autres effervescences dans l'intérieur. » (7).

L'assemblée populaire ayant fait ces nominations aborda d'autres objets. Elle demanda l'interdiction de la pêche au filet dit « Tartalori » pratiquée par les Napolitains, l'obligation par les patrons des bateaux de poste de n'employer que des Corses ou des Français et, en cas d'impossibilité,

(5) A la Tour du Pin, 20 août 1789. (Arch. Nat. F 7, 3667-1).

(6) La Guillaumye à La Tour du Pin, 11 septembre 1789. (Arch. Nat. F 7, 3667-1).

(7) Barrin à La Tour du Pin, 15 août 1789.

d'avoir des équipages exclusivement corses ou français, de n'employer des étrangers que dans la limite des règlements, c'est-à-dire du sixième des équipages...

Le subdélégué acquiesça en ce qui concernait la pêche ; il réussit à faire ajourner la seconde réclamation qui visait surtout les Capraraï et quelques autres demandes « intempestives » sur la remarque qu'il y avait maintenant une municipalité à laquelle on pouvait s'adresser en confiance. Le peuple n'insista pas. Il était satisfait de son succès. On alla chercher la musique du régiment du Maine, on chanta un **Te Deum** et, musique en tête, le drapeau de la ville déployé, la population sortit de l'église pour aller chanter un nouveau **Te Deum** et un **Salvum fac regem** à l'église cathédrale. De là, on se rendit en cortège à l'Hôtel de ville où le subdélégué installa les nouveaux officiers municipaux et leur fit prêter serment, et, le soir, toute la ville fut illuminée.

Le lendemain, qui était le quinze août, dès huit heures, les mariniers, mis en goût par les événements de la veille, se rendirent chez le subdélégué général pour lui demander la mise en réforme de tous les Capraraï, mais on transigea en décidant qu'il y aurait sur les bateaux au moins cinq Corses et le patron. Quelques exaltés essayèrent bien de pousser des cris devant le bureau du commissaire du dépôt des Enfants trouvés qui était, lui aussi, Capraraï, ainsi qu'à l'adresse du sieur Le Bel, receveur de la douane et de son estimateur le sieur Rosagutti qui étaient assez mal vus de la population, mais tout rentra dans l'ordre au moment de la procession solennelle. Toutes les corporations y assistèrent en corps y compris le Conseil supérieur et les nouveaux officiers municipaux qui furent reconduits avec drapeau et musique au milieu d'innombrables applaudissements (8).

Puis, pendant quatre ou cinq jours, le peuple « tout entier à l'ivresse de n'avoir plus ses anciens municipaux, s'occupa de réjouissances » (9).

*
* *

Ces premières journées de la Révolution à Bastia s'étaient passées, en somme, dans le plus grand calme ; elles avaient cependant la signification d'un nouvel état d'esprit

(8) La Guillaumye à la Tour du Pin, 11 septembre 1789.

(9) Barrin au même, 20 août 1789.

avec lequel, désormais, il fallait compter d'autant plus que presque dans le même moment, d'autres événements tout aussi symptomatiques se produisaient à Corte, à Ajaccio, à Sartène, à Bonifacio.

A Corte, la responsabilité du trouble incombait sans conteste aux officiers municipaux qui avaient commis la maladresse d'assigner le même jour un grand nombre de paysans qui avaient à payer l'amende pour des dégradations dans les bois. Se sentant en nombre, les paysans crièrent à l'injustice et s'assemblèrent « tumultueusement » (10) demandant le remplacement des municipaux. Avisés par exprès, Barrin et son subdélégué pensèrent calmer l'effervescence en décidant que les poursuites seraient ajournées. Mais le peuple ne l'entendait pas ainsi. Il procéda à de nouvelles élections, nommant sept officiers municipaux au lieu de trois, puis il envahit le greffe des forêts et jeta au feu les registres qui contenaient les rapports des gardes ; il se rendit ensuite chez le curé, l'obligeant à renoncer aux droits de prémices, puis au cimetière dont la porte fut murée et décida que, désormais, les morts seraient inhumés dans les églises.

Le baron de l'Hospital, commandant la place, les sieurs Pichon, commissaire des guerres et Michel, commandant le régiment de Salis, avaient essayé en vain de s'interposer prêchant le calme ; la foule, rapidement grossie des paysans des villages voisins accourus au premier tumulte, n'avait rien écouté et l'Hospital et Michel, avec leurs 500 hommes, avaient jugé prudent de se retirer dans la citadelle (11).

Dans plusieurs autres communautés, le peuple brûlait le registre des amendes, notamment à Borgu, à moins de deux lieues de Bastia. A Zicavu, on s'en prenait au curé qu'on chassait et remplaçait par un vicaire. De La Porta d'Ampugnani, les officiers de la justice royale écrivaient qu'ils craignaient pour le greffe et pour leurs propres personnes, et il fallait, en hâte, y envoyer une vingtaine d'hommes avec un officier (12).

A Sartène, le sieur Jean-Paul Risolacci avec Joseph Mancini et deux soldats intimant « au nom du peuple » au Directeur des postes de livrer le courrier de l'intendance, (13) un

(10) Barrin à La Tour du Pin, 20 août 1789.

(11) Barrin à La Tour du Pin, 20 août 1789.

(12) Barrin à La Tour du Pin, 20 août 1789.

(13) Barrin à La Tour du Pin, 28 août 1789.

groupe enlève de force à un particulier les fonds qu'il a recueillis pour la réparation d'une chapelle (14), et, fait plus grave, la foule s'attaque au subdélégué et juge royal, Vidau, qu'elle accuse de malversations. Elle pénètre dans sa maison, et s'il n'avait pris la fuite, elle lui eût fait certainement un mauvais parti. Mais elle manifeste son hostilité en obligeant la femme du juge à lui donner un habit du fugitif et brûle ce vêtement sur la place, forçant des prêtres et des moines à chanter les prières des morts pendant cet autodafé (15), obligeant même l'assesseur Pompei à assister à cette scène « afin qu'elle lui serve d'exemple » (16).

A Bonifacio, le peuple, en l'absence du major Mainbourg, commandant de place, envahissait son logement, en exigeait les clefs pour le transformer en collège, et M. de Courval, qui remplaçait son chef, était impuissant à empêcher cette exaction (17).

Ailleurs, disait Barrin, « les communautés de la campagne convoquaient des assemblées sans le concours des officiers municipaux qui n'avaient pas leur confiance, forçant les autres à s'y trouver en les menaçant, élaient des comités, chassaient des curés qu'elles remplaçaient par des vicaires, revenaient, tout en protestant de leur obéissance au Roi, sur les anciennes contestations décidées ou non par les tribunaux, faisaient les demandes les plus extraordinaires ou les plus violentes ». (18)

*
* *

A Ajaccio, on avait dès la première heure accueilli avec enthousiasme les idées nouvelles. Le 15 août, jour de la fête patronale de la ville, on avait présenté au commandant militaire, La Ferrandière, la cocarde tricolore ou, comme on disait parfois alors, la cocarde « blanche, bleue et couleur de rose ». La Ferrandière l'avait prise gaiement et l'avait fait prendre à ses officiers, puis, avec eux et les officiers municipaux, il s'était rendu à la messe à l'église des Pères franciscains, hors la ville. On allait là parce que la cathédrale était fermée depuis une douzaine d'années sous prétexte de

(14) Barrin à La Tour du Pin, 31 août 1789.

(15) Lettre du Conseil supérieur, 4 septembre 1789.

(16) La Guillaumye à La Tour du Pin, 11 septembre 1789.

(17) Lettre de Barrin, 8 septembre 1789.

(18) Lettre de Barrin, 8 septembre 1789.

réparations auxquelles l'évêque Doria avait été condamné, mais qu'il avait négligé d'effectuer sous prétexte que sa condamnation n'était pas définitive, l'affaire ayant été évoquée par lui devant le Conseil supérieur.

On avait bien protesté quelquefois, mais le mécontentement populaire n'était pas allé plus loin. Cette fois il devait en être autrement. A la sortie de l'office, on murmure, on s'assemble, on s'excite, des cris s'élèvent : « Vive la Nation ! Vive le Roi ! et on interpelle le commandant. Celui-ci aidé de M. de Rossi, maréchal de camp, ci-devant colonel en second du Royal-Corse et du chevalier de Verger, officier de l'artillerie, engage les manifestants au calme, leur dit que ce n'est pas le lieu de formuler de demandes, mais qu'ils pourront les porter à trois heures à l'Hôtel de ville. Comme il se retire quelques enragés crient : Vive la Madone ! — c'est le vocable sous lequel est consacré la cathédrale — et la foule se porte vers l'église, puis sur l'avenue du séminaire où demeure l'évêque. On envahit sa maison, on l'interpelle, on le menace même et, finalement, on l'entraîne à la cathédrale où on l'oblige à promettre qu'il fera enfin les réparations si longtemps ajournées. Comme ce n'est qu'une promesse verbale et qu'on se défie, on nomme des commissaires pour établir l'acte d'obligation qu'il devra signer (19).

Le lendemain, il signe en effet, déclarant que c'est « librement, de bonne volonté, qu'il ne fait d'ailleurs que suivre le vœu de son cœur, qu'il n'a évoqué l'affaire que par un simple point d'honneur avec l'intendant précédent, mais qu'il y renonce, heureux de pouvoir, à ce prix, s'attirer l'amour de son peuple (20).

(19) Ce furent F. Levie di Santu, Fesch, archidiacre du chapitre, Ponte, Forcioli, chanoine, de Buonaparte, Paul-Félix Peraldi, père du commun et Tartaroli, podestat.

(20) Arch. Nat. F 7, 3667-1. Ce n'était là que de prudentes paroles. Doria suivait si peu « le vœu de son cœur » qu'il récrimina longuement. Dans trois lettres des 3 septembre, 11 novembre et 30 décembre 1789, il protesta auprès du ministre de la guerre, La Tour du Pin, contre la violence qui lui avait été faite. Dans la dernière notamment, il disait qu'on l'avait condamné à 14.000 francs, qu'il avait dû faire venir d'Italie un pavé de marbre qui lui en avait coûté 3.000, qu'il avait payé déjà, en tout, plus de 18.000 livres et qu'on lui avait ôté ainsi, au-delà de son revenu, car on refusait de lui payer la dime...

« Je comprends bien, disait-il, que le temps plus tranquille reviendra, que la justice reprendra ses fonctions, mais ce temps est

*
**

Ces mouvements populaires que l'autorité est impuissante à réprimer, que, peut-être, elle n'ose pas réprimer, s'étendent bientôt un peu partout. La rumeur publique en colporte la nouvelle, l'amplifie et, dans chaque commune, on commence à penser qu'on peut faire impunément ce qu'on a pu faire aussi librement à Bastia, à Ajaccio, à Corte ou à Bonifacio.

Dans ces villes même, l'agitation se prolonge ; à Bastia, dès le 20 août, quand les illuminations sont éteintes, on manifeste l'intention d'aller chercher et de ramener en triomphe deux citoyens de la ville, Murato et Guasco, décrétés de prisé de corps à la suite du drame du 1^{er} mai ; la nuit, on affiche les cartels « les plus indécents avec menace de feu si on ne cède pas au vœu qui est exprimé ».

On répand des billets « où les personnes qui déplaisent sont présentées comme odieuses à tout le peuple et averties d'avoir à s'éloigner » (21).

« Bastia est en pleine fermentation, écrit encore Barrin, et chaque jour amène un événement qui en annonce d'autres plus fâcheux. (22).

L'affaire Cherrier est le type le plus caractéristique de ces incidents journaliers où se révèlent à la fois la maladresse et l'impuissance des autorités.

Depuis l'installation des nouveaux officiers municipaux, une partie de la population bastiaise avait repris un vieux projet d'établissement d'un marché public au Guadellu. Des notables, au nombre de 8 ou 10, Bonavita, chevalier de St-Louis, major du régiment provincial, Buffa, le chanoine Biadelli, François Poggi et quelques autres, passaient à domicile pour recueillir des fonds. Le lundi 7 septembre, dans la matinée, ils se présentèrent chez Cherrier, inspecteur général des Domaines, Bois et Droits du Roi en Corse. Celui-ci, fort honnête homme, mais ayant de la raideur dans le caractère et de tempérament vif, les reçut plus que froidement. Il avait, il faut bien l'avouer, quelques motifs de

encore éloigné. En attendant, il faut me sauver et avec le bon plaisir de Sa Majesté, je voudrais me retirer en Italie pour revenir aussitôt que cela me sera permis par des circonstances plus favorables ».

(21) Barrin à La Tour du Pin, 4 septembre 1789.

(22) Barrin à La Tour du Pin, 8 septembre.

mécontentement, son nom figurant sur les affiches au nombre de ceux dont on exigeait le départ. Oubliant d'offrir des sièges à ceux qui le venaient voir, il leur répondit : Lorsque les Corses font quelque chose, ils ne viennent pas consulter les honnêtes Français ; qu'ils s'adressent d'abord à eux quand ils ont besoin d'argent. J'ai donné un louis pour la fontaine de Ficajola, j'aimerais mieux être pendu demain que donner un sol aujourd'hui » (23).

Bonavita et ses amis se retirèrent et se répandirent dans la ville en répétant le propos ; mais, ainsi qu'il arrive souvent, en se répétant, il ne tarda pas à être déformé et, bientôt, au milieu de l'indignation générale qu'excitait notamment un Français mécontent de son chef, le sieur Rousseau, écrivain de la douane, on assurait que Cherrier avait dit « qu'il aimerait mieux acheter des cordes pour faire pendre tous les Corses ».

L'entrepreneur des hôpitaux militaires, Duranti, qui avait de l'amitié pour Cherrier, courut l'avertir et celui-ci, inquiet à juste titre de la tournure que pouvait prendre l'événement, se mit à la recherche de Bonavita. Il le trouva au billard public et le pria d'excuser sa vivacité, offrant de donner par écrit les motifs de sa décision, mais Bonavita ne voulut point l'entendre et alla porter plainte au vicomte de Barrin.

Le commandant en chef, avisé du tumulte qui se produisait en ville et des rassemblements hostiles qui se formaient à la marine et sur la place des Terrasses, jugea que le mieux était de ne pas heurter de front le sentiment populaire et que Cherrier devait disparaître. Le soir même, à la faveur d'un office qui appelait le peuple à l'église, Cherrier s'embarquait sur le bateau de poste pour ne plus revenir (24).

Mais la situation restait critique. Encouragés par ce succès, les éléments populaires exigèrent davantage. « L'effervescence est devenue telle, écrivait La Guillaumye, le 25 septembre, qu'on craint que le sieur Le Bel, receveur des domaines ne soit attaqué et qu'on ne s'empare des perceptions de la ville et de la douane, exemple qui serait infailliblement suivi par le reste de l'île » (25).

(25) Rapport de La Guillaumye au même.

(23) Barrin à La Tour du Pin, 8 septembre.

(24) Lettre de M. de la Fizelière, beau-frère de Cherrier à La Tour du Pin.

A Ajaccio, le succès populaire du 15 août avait enhardi les plus timides, et les mariniers étaient allés faire du bois dans les concessions. Comme on leur demandait de montrer leur permission, ils avaient sorti leur cocarde tricolore en disant « que cette cocarde était leur billet ». La situation devenait si peu sûre que Pozzo di Borgo, le greffier de la communauté, prenait le parti de s'éloigner (26).

Dans les campagnes où il n'y avait aucune force militaire susceptible de contenir les exaltés, on passait vite aux violences. Les paysans de Frassetu, de Zevacu, de Quasquara et de Campu, au nombre de 600, obligeant les curés et les officiers municipaux à marcher avec eux, se portent sur les propriétés du comte de Rossi, dans la nuit du 20 août, en mettant le feu à sa maison, incendiant un dépôt de planches et de chevrons et dévastant la vigne. Ils se rendent également chez M. de Comnène où ils mettent le feu à l'habitation et emportent les grains, puis chez le sieur Fleury où ils incendient la récolte et, comme le feu n'atteint pas les oliviers, ils les coupent. (27).

A Bonifacio, de violentes rumeurs s'élèvent contre quelques particuliers et contre l'administration qui occupent des oratoires et les font servir à des magasins. Un sieur Maestroni est contraint de payer sur le champ des sommes dues par ses auteurs pour des réparations à l'église, bien que l'affaire soit régulièrement évoquée devant le Conseil supérieur. Mais pourquoi ne le ferait-on pas, puisqu'à Ajaccio, on en a agi de même avec l'évêque ? Un sieur Collière est contraint de restituer à la communauté pour établir les magasins de la madrague un terrain qu'il occupe indûment, dit-on, et un autre qui servait autrefois de cimetière. On démolit le banc qu'il occupe à l'église « parce qu'il choque les habitants par sa grandeur et sa beauté ». On réclame la taxation des comestibles, on nomme des commissaires pour veiller aux poids et mesures et à la police du port et des rues. (28).

A Cervione « peuplée de gens remuants et difficiles à gouverner » dit Barrin (29), il y a deux fractions rivales toujours prêtes à se battre. M. de la Chapelle, capitaine au régiment du Maine, homme sage et estimé, y est depuis

(26) Rapport de La Guillaumye, 11 septembre.

(27) Rapport de La Guillaumye, 11 septembre.

(28) Rapport de La Guillaumye, 11 septembre.

(29) Barrin à La Tour du Pin, 29 septembre.

plusieurs années avec 50 hommes, « il craint un massacre sous les yeux de sa troupe » et ce n'est pas trop de la médiation de M. Saverio de Casabianca, capitaine des grenadiers du régiment provincial, pour y ramener un calme très précaire. (30).

A Vicu, on a fait restituer l'oratoire Saint Antoine qui servait de magasin de paille à la troupe.

En Balagne, le peuple menace le couvent des religieux Servites et affiche ouvertement son projet d'obliger le supérieur à partir. Et dans cette même Balagne, riche et naguère si paisible, on commence à voir apparaître, ainsi que dans le Nebbiu, « des gens armés, divisés en petites troupes, se réunissant la nuit dans les bois ou se cachant dans les gorges ». (31).

*
* *

En moins de deux mois, cette fermentation des esprits se trouve avoir gagné toute la Corse. Sous l'influence des nouvelles de France, colportées jusque dans les villages les plus reculés de la montagne, les têtes se sont échauffées : on a commenté la prise de la Bastille, les événements de la nuit du 4 août et, bien qu'il n'y ait en Corse ni forteresse royale à enlever, ni privilèges à abattre, les imaginations se sont exaltées.

Dès le 20 août, Barrin avait marqué son inquiétude. « Les événements qui se sont passés en France, écrivait-il, font raisonner les moindres artisans ou habitants des campagnes ; l'impunité des crimes leur en fait espérer autant et ils passent bien vite à l'idée de se venger de leurs ennemis en se flattant de n'avoir aucun châtement à craindre de la part de la justice » (32).

De quelle nature est cette fermentation ? Est-ce le réveil du vieil esprit d'indépendance ? Point encore. Buttafoco, le député de la noblesse, ne doute pas du loyalisme de ses compatriotes. « Les Corses, écrit-il, sont affectionnés au gouvernement ; ils ont bien senti qu'ils ne pouvaient être heureux et tranquilles que réunis à la nation française » (33).

Barrin pense de même. « Jamais, dit-il, les insulaires

(30) Rapport de La Guillaumye, 11 septembre.

(31) Barrin à La Tour du Pin, 29 septembre.

(32) Barrin à La Tour du Pin, 20 août.

(33) Buttafoco au même, 20 septembre.

n'ont désiré de meilleure foi appartenir à la France, mais en général ils sont mécontents. Ce mécontentement tient surtout à l'administration partiiale de la justice, à la forme du gouvernement qui a été établie pour leur plaire et enfin au caractère bouillant, haineux et jaloux de ce peuple ».

C'est la même note que donnent le Président et les membres du Conseil supérieur. « La fausse idée qu'on a donnée du mot **liberté**, l'abus qui s'en fait dans tous les coins de l'île et l'impunité qu'ont eue jusqu'à présent ceux qui se sont rendus coupables d'excès et de désordres, l'impossibilité dans laquelle est la justice d'agir faute de moyens... tout contribue à la fermentation des esprits et tout annonce que cette fermentation ira en augmentant... » (34).

« La position des Français et des honnêtes gens de ce pays, écrit encore Barrin, devient insupportable et il me paraît impossible que la fin n'en devienne pas funeste... Le Conseil supérieur et les tribunaux de l'île sont sans considération, les lois sans force et l'autorité absolument nulle parce que, partout, elle manque d'appui... Le terme de liberté de la nation dont le Roi a été proclamé le restaurateur est entendu de la manière la plus ridicule. Le peuple en conçoit qu'il est libre et peut faire tout ce qu'il veut » (35).

E. FRANCESCHINI.

Fondation de Calvi (1228)

LES DÉBUTS DE SON HISTOIRE

L'existence de Calvi semble remonter à une époque très lointaine (1). Plin l'Ancien, dans son Histoire naturelle, date la fondation de la ville de l'an 30 après J.-C., et on a prétendu qu'en parlant de Caesia, l'astronome et géographe Claude Ptolémée, à qui nous sommes redevables d'une des plus anciennes cartes de la Corse, l'avait nommée Calvi.

(34) 4 septembre 1789.

(35) Barrin à La Tour du Pin, 4 septembre 1789.

(1) Voir à ce sujet l'étude de M. l'abbé Peretti. (Bulletin de la Société des sciences historiques de la Corse, septembre 1902).

Sans doute c'était alors, comme plus tard au XIII^e siècle, une petite bourgade de pêcheurs, abritée par la masse de granite, sur laquelle furent construits la citadelle et ses remparts. Les cabanes se serraient à l'endroit le plus sûr de la rade, près de la crique de Calella (cale de halage), un des quartiers les plus animés et les plus pittoresques du faubourg actuel entièrement peuplé de marins. Là, sur la grève, ils déposaient leurs engins, tiraient leurs barques, faisaient sécher ou réparaient leurs filets.

En face d'eux, vers le Sud et par delà la rade, s'ouvrait l'incomparable panorama formé par le cirque des hautes montagnes dont l'œil ne peut se lasser d'admirer la majesté et, le soir, au coucher du soleil, l'infinie variété de coloris. Couvertes de forêts dont le vert sombre contrastait avec le glauque de la mer où elles baignent leur pied, et le bleu tendre du ciel où se perdent leurs sommets neigeux, ces montagnes valurent, répètent quelques historiens, à la bourgade son premier nom de Caesia, la verte (2).

Plus tard, au VIII^e siècle, des Sarrasins, écumeurs de mer, y ont peut-être débarqué pour établir un nid de pirates et une base solide à leurs opérations sur ce passage fréquenté. Ainsi s'expliquerait le nom de **Cordovella**, petite Cordoue, donné quelque temps à la localité en souvenir de la ville de Cordoue, fondée auparavant en Espagne par des corroyeurs arabes. Nous ne nous arrêterons pas à la légende rapportée par le chroniqueur Giovanni della Grossa et suivant laquelle Ali, missionnaire de l'Islam, aurait débarqué à Caesia et de là, pénétré à l'intérieur de l'île où il aurait essayé vainement avec ses compagnons de convertir les insulaires à l'islamisme. Ce fait se serait produit en 610 ou 620 et Mahomet, fondateur de l'islamisme, est mort en 632. Or, on sait que la religion nouvelle se répandit seulement après la mort du Prophète (3).

Quoi qu'il en soit, un jour vint, vers 1228, où la tranquillité de la petite bourgade allait avoir une fin dans la lutte qui mit aux prises les Pisans et les Génois.

(2) Il paraît au contraire que le lieu appelé **Caesia** par Ptolémée se trouvait à l'est d'Algaïola, dans la Balagne verdoyante. (*Note de la direction*).

(3) Les dates rapportées ici par le chroniqueur n'ont aucune valeur. Tout au plus, ce passage de Giovanni permet-il de croire à une tentative de conquête et d'occupation de la Corse par les musulmans.

Depuis 1077, les évêques de Pise avaient obtenu des papes la souveraineté temporelle et spirituelle de la Corse. Cette faveur avait excité la jalousie de Gênes qui, depuis, ne cessa pas de se plaindre et d'intriguer. En 1133, le pape Innocent II érigea, en archevêché, l'évêché de Gênes et partagea l'île entre les deux Républiques rivales. L'archevêque de Gênes eut pour suffragants les évêques de Mariana, de Nebbiu et d'Accia ; l'archevêque de Pise garda ceux d'Aleria, d'Ajaccio et de Sagone-Calvi. Mais Gênes ne se tint pas pour satisfaite. Elle se tut pourtant, car l'Italie était alors déchirée par la guerre des Guelfes et des Gibelins, et les Pisans, qui s'étaient déclarés pour l'empereur, étaient vainqueurs en Corse et tout puissants.

La cause de ces derniers avait été soutenue avec succès dans l'île par un seigneur corse, Sinucello, plus connu sous le nom de Giudice (Juge). Sinucello avait pour ancêtres les Cinarchesi, famille dévouée aux Pisans. Il avait donc soumis la Corse et la gouvernait pour le compte de Pise. Sa résidence favorite était le château qu'il s'était fait construire à Monticellu, village qui existe encore, situé en Balagne, au dessus de l'Île-Rousse. Sinucello, suivant l'usage, avait invité dans ce château quelques amis, personnages des plus influents de l'île, mais gens de mœurs violentes et excessivement chatouilleux sur le point d'honneur. On devait célébrer la fête de Pâques. Parmi ces invités se trouvait Giovanninello de Pietr' all' Arretta de Nebbiu, seigneur connu pour son orgueil et sa cruauté (il avait fait mourir tous ses neveux et s'était emparé de leurs biens). Or, au cours des réjouissances offertes à ses partisans par Sinucello, après que l'on eut mangé et bu plus que de raison, une dispute éclata entre un homme de la suite de Sinucello et un homme de celle de Giovanninello. Sinucello, conscient des devoirs que lui imposait sa qualité d'hôte, voulut châtier son subordonné. Saisissant le premier objet qui lui tomba sous la main, c'était un chien, dit-on, il le lança sur le coupable, mais, dans sa précipitation, il calcula mal son coup et le chien projeté frôla Giovanninello à la poitrine. Sinucello s'excusa aussitôt de sa maladresse. Rien n'y fit. Giovanninello ne pardonna pas cette offense involontaire. Il quitta Monticellu avec sa suite, en se promettant de ne plus reparaitre devant Sinucello. Bientôt même il conspira contre son ancien ami. Une longue guerre éclata entre eux.

Giovanninello fut vaincu avec ses alliés les Avogarj de Nonza et fut assiégé avec eux dans l'îlot de Centuri qu'ils avaient fait fortifier. Il put se sauver. Il abandonna l'îlot.

bien approvisionné et alla tenter ailleurs de nouveaux efforts avec l'espoir d'être plus heureux. Il se dirigea avec ses troupes du côté de la Balagne et vint s'établir sur le bloc de granite, alors désert, qui dominait l'antique Caesia et sa rade. Il s'y fortifia solidement et attendit son adversaire. Sinucello abandonna l'îlot de Centuri, non sans y laisser quelques centaines d'hommes, et se dirigea à marches forcées vers Calvi. Il campa quelque temps autour de ce poste. Il essaya de s'en emparer, mais il ne put vaincre Giovanninello. Cependant les assiégés de Centuri avaient quitté l'îlot sans rencontrer nulle part aucun ennemi. Ils s'étaient répandus dans le pays environnant qu'ils ravageaient sans pitié. Sinucello comprit qu'il perdait son temps au pied de la Rocca de Calvi et que son prestige baisserait, s'il tardait à châtier ses ennemis du Cap Corse. Il partit donc. Mais Giovanninello le suivit, laissant le poste de Calvi à ses amis, les Avogarj de Nonza.

Ceux-ci s'y établirent à demeure. Ils s'y construisirent un château-fort, appelèrent à eux les gens des environs auxquels ils permirent de construire leurs demeures à l'abri de leur château. Ils devinrent ainsi les seigneurs de l'endroit (1238). Mais il faut croire que leur domination ne fut pas douce aux nouveaux Calvais, car ceux-ci ne tardèrent pas à secouer le joug qui leur pesait. La lutte fut courte. Les Avogarj s'avouèrent vaincus. Ils se retirèrent, laissant aux révoltés une liberté qui ne pouvait durer longtemps (4). Les Calvais en effet sentaient bien que leurs oppresseurs reviendraient en force pour rétablir leur pouvoir sur la cité qu'ils avaient fondée.

*
* *

Les émissaires génois qui travaillaient partout à supplanter dans l'île la domination des Pisans, leurs rivaux, n'eurent pas de peine à convaincre les Calvais que le seul moyen d'échapper à une tyrannie odieuse était de se donner à Gênes qui ferait d'eux non des sujets, mais des égaux. Le 16 mai 1278, le gouvernement de Gênes accordait à Calvi, par un décret qui fut par la suite plusieurs fois confirmé,

(4) Les Avogarj, à la fin du XVIII^e siècle, possédaient encore à Calvi quelques biens situés sur le territoire de Donateo, à 5 km de la ville.

des privilèges et des franchises semblables à ceux dont il avait gratifié Bonifacio, en 1195.

Un point demeure obscur : c'est la nouvelle cession à Gênes par un Oberto Doria, ainsi qu'il résulte d'un acte du 2 février 1284, écrit de la main d'un notaire public, Lanfranco di Vallario. Cette cession, faite par Oberto Doria, fut confirmée peu de temps après par un Giacomo Doria. L'acte du 2 février 1284 (5) nous apprend qu'Oberto Doria avait emprunté 7.000 livres à la commune de Gênes et que ne pouvant les rembourser, il cédait en échange Calvi et son territoire à Bonanato de Facio, représentant de la Commune de Gênes. Comment Giacomo et Oberto Doria étaient-ils devenus les maîtres de Calvi ? Le chroniqueur Filippini, en signalant l'existence de l'acte, avoue son ignorance (6).

La prise de Bonifacio et de Calvi par les Génois devait être funeste à la domination pisane en Corse. Bonifacio, plantée au sud de la Corse, en face de la Sardaigne, sur un détroit très fréquenté, allait être pour Gênes, aussi bien dans le présent contre Pise que dans l'avenir contre toute autre puissance, un point d'appui contre lequel viendraient se briser tous les assauts. La possession de Calvi ne devait pas être moins avantageuse aux Génois. Située en face de Gênes dont elle est séparée par un canal relativement étroit, Calvi devait assurer à la cupidité de cette République de marchands la maîtrise de ce bras de mer si utile au développement de son commerce et à la réalisation de ses projets ambitieux. Quelle flotte, sans l'assentiment du Sénat de Gênes, oserait désormais passer impunément entre les deux places ? De l'une à l'autre les transports pouvaient s'effectuer rapidement. Une felouque, par bon vent, mettait douze heures, et même moins pour se rendre de l'un à l'autre port. En une journée, Gênes pouvait débarquer à Calvi ses gouverneurs, ses officiers, ses émissaires, ses troupes avec leurs munitions et leurs vivres. De là ses bataillons pouvaient rayonner par la Balagne, l'Ostriconi, le Sia, vers tous les points de l'île où se ferait sentir la nécessité d'une prompte intervention. Cinq siècles plus tard, le conventionnel Lacombe Saint-Michel, en mission dans l'île

(5) Voir Bulletin de la S. des S.H.N. (année 1884, fascicules 43 et 44, page 488).

(6) Histoire de Filippini traduite par l'abbé Letteron (T. I, p. 1884).

et préparant la défense de Calvi contre les attaques des Anglais, écrivait au Comité de Salut public : « C'est par la « Balagne que le maréchal de Maillebois prépara la conquête « de la Corse. Le passage de Pietralba vous donne la facilité de vous emparer de Lentu d'où l'on domine toute la « Corse ». Prendre Calvi était donc pour Gênes un des meilleurs moyens d'assurer sa domination sur la Corse ; perdre cette ville, c'était essayer un échec redoutable.

Cependant la lutte continuait plus violente que jamais entre Gênes et Pise. En 1312, les troupes génoises, unies aux Corses de Giovanninello de Pietr' all' Arretta, battirent celles du nonagénaire Sinucello, Giudice della Rocca. La Corse peu à peu passa entièrement des Pisans aux Génois (août 1347). Désormais Calvi sera pour ces derniers la ville toujours fidèle, malgré de nombreuses raisons de mécontentement. Ils la perdront un instant, mais la reprendront bientôt pour ne plus voir flotter par la suite sur sa forteresse d'autre bannière que la leur.

De 1347 à 1420, l'anarchie la plus profonde désola la Corse et plus particulièrement les terres de l'ouest et du sud. C'est l'époque où la démocratie italienne s'insurge contre ses tyrans. Depuis la ruine des Hohenstaufen et le départ de la papauté pour la captivité de Babylone, aucune autorité n'était assez puissante pour imposer la paix aux petits Etats italiens. Ils jouissaient d'une indépendance complète et en profitaient non pour s'unir et pour développer leur prospérité sous leurs libres institutions, en étouffant les sentiments de jalousie qui les poussaient les uns contre les autres, mais pour se battre Etat contre Etat, et, dans une même cité, parti contre parti. Florence, Pise, Gênes, Milan, Mantoue, Venise gaspillaient le meilleur de leurs forces et de leurs richesses à seule fin de se supplanter. Les libertés péniblement conquises disparaissaient peu à peu et, comme il arrive aux époques de troubles civils, les démocrates, las et découragés, cherchaient sous la tyrannie la paix et la sécurité. Florence, Milan, Mantoue de républicaines devinrent princières. Gênes, Pise, Venise conservèrent un gouvernement républicain, mais dans une république oligarchique.

La Corse devait forcément subir le contrecoup de ces événements. L'oppression des seigneurs, leurs rivalités et leurs guerres interminables désolaient le pays avide de repos, mais trop faible pour imposer sa volonté à la féodalité, cause de ses malheurs. Gênes menacée en Italie par ses voisins redoutables, n'avait pu encore intervenir pour met-

tre fin aux désordres et pour organiser sa conquête. Les habitants du Nord de la Corse, de la **Terra del Comune**, décidèrent de tenter le mouvement d'émancipation. Ils réussirent, mais effrayés de leur audace et de leur succès, craignant un retour des seigneurs, ils se tournèrent vers Gênes, la cité républicaine, et, après avoir reconnu sa suzeraineté (août 1347), ils lui demandèrent son appui. Gênes s'empres- sa d'accepter l'alliance qu'on lui proposait et qui lui faciliterait la possession de l'île d'où elle avait chassé les Pisans. Elle envoya en Corse le frère du doge Boccanegra, chef du parti populaire génois, Jean Boccanegra, qui fut le premier gouverneur génois de l'île (1348). Quatre ans après, le parti aristocratique étant revenu au pouvoir à Gênes, Jean Boccanegra fut rappelé et non remplacé.

Dans le sud de l'île, un seigneur ambitieux, « homme d'une grande valeur et d'une grande considération », Guillaume della Rocca, avait résolu de soumettre ses voisins. Il avait été arrêté dans sa marche victorieuse par un rival, Guelfuccio d'Istria. Alors il s'était rendu à Gênes, s'était déclaré vassal de la République et avait demandé du secours contre ses ennemis. Gênes avait envoyé aussitôt en Corse le maréchal Baptiste Zoaglia. Celui-ci avait débarqué à Calvi avec ses troupes et de l'or mais une peste terrible ayant fait son apparition dans l'île et enlevé plus du tiers de la population, au dire du chroniqueur Pietro Cirneo (1348), « le maréchal Zoaglia en fut à tel point effrayé que, sans plus se soucier de ses administrés, il s'enfuit précipitamment à Gênes, abandonnant la Corse et les Corses (7).

Cette désertion facilita peut-être l'intervention du roi d'Aragon dans l'île et ses tentatives pour en chasser les Génois. Mais ceux-ci, par l'occupation de Bonifacio et de Calvi, en restèrent les maîtres. Calvi joua donc, jusqu'en 1769, pour eux le double rôle de point d'appui maritime et de citadelle inexpugnable.

E. SERVEILLE.

(7) A. Ambrosi : **Histoire des Corses et de leur civilisation** ; chap. V. Bastia, 1914.

Notes de Voyage

Parmi les nombreuses régions de la Corse que le touriste pourrait visiter avec intérêt, il en est une dont il est fait rarement mention dans les itinéraires. C'est celle de Filosorma, à l'ouest de l'île. Elle a cependant une originalité puissante. Nous nous en sommes aperçu au cours d'un voyage qui nous conduisit de Calvi à Guagnu-les-Bains.

Au départ de Calvi, la route, d'une blancheur éblouissante, monte au milieu d'une végétation rabougrie, presque désertique. L'absence d'eau se fait sentir aux portes mêmes de la ville. Les montagnes étalent leurs pentes dénudées, leurs cîmes chauves, et si l'étymologiste avait parfois douté des origines du nom de Calvi, il n'hésiterait plus à affirmer qu'elles se rattachent au mot latin *Calvus*, le pays dépouillé. La proximité de la mer, que l'on côtoie à droite et qui pénètre dans l'échancrure profonde de l'Alga, atténue cette impression d'aridité, mais n'en supprime pas la réalité. La route traverse le pédoncule qui rattache la presqu'île de la Revellata au continent. Etroite de quatre à cinq cents mètres, avec une croupe maigrement gazonnée et de faible hauteur, l'isthme est menacé par la double attaque des flots des ports de l'Alga et de Recisa. Ouvrier tenace et inlassable, la mer aura le dernier mot avant qu'il soit longtemps. Nos descendants écriront sur leur carte, île de la Revellata, on peut en être sûr. Le ruban routier se rapproche encore plus de la côte, en suit les découpures, le portu Agru encaissé, le Nichiaretu arrondi, capable par sa largeur et par sa topographie de favoriser l'activité humaine, s'il n'était pas creusé dans une région dépeuplée et condamnée à l'être éternellement d'une façon presque certaine.

Quels hommes en effet pourraient faire produire ce sol granitique, où les blocs déchaussés par le vent marin, et par les pluies violentes du printemps, où le roc dilaté jusqu'à l'éclatement par la chaleur intense de l'été, enfantent des paysages fantastiques que n'anime aucun être vivant, ni dans l'air, ni sur la terre.

Parfois, on entrevoit une armée de géants en bataille, figés sur le sol ; mais ce sont des rochers verticaux dégagés par le ruissellement de leur manteau végétal, de leur chair qu'est l'humus, puis débités en morceaux par les alternatives de gel et de regel. Parfois, la masse rocheuse, usée par

les agents atmosphériques, pelée, luisante, semble être le dos d'une immense baleine endormie sur le sol. Parfois, enfin, le rocher découpé, écaillé, devient un rhinocéros, dont la dent terrible, énorme s'érige vers le ciel. Le voyageur attaché le soir, au clair de lune, doit se croire entouré d'une troupe colossale d'animaux fabuleux et presser, atterré, le pas de son cheval ou l'allure de son moteur.

Lacets interminables d'une route difficile, dont les Ponts et Chaussées peuvent être fiers et qui atteste la munificence du gouvernement français. Le touriste admire, mais l'économiste se demande qu'elle est l'utilité d'un chemin qui traverse une contrée sans cultures, sans hommes, sans villages. Désert de Filosorma, le nom est bien trouvé. Sur quarante kilomètres, on ne rencontre âme qui vive. Au col que la carte appelle Lapalo, la route suit le lit d'une large vallée évoluée aux formes adoucies, aux pentes presque nulles et un peu moins desséchées. Elle eut quelques habitants. La tour féodale, qui surmonte la cime de la crête maritime et emprunte son nom au village abandonné de Truccia, en est une preuve lointaine ; à quelque distance, sur la gauche, est la chapelle de San Lorenzu. Il y a un demi-siècle environ, le prince Pierre Bonaparte fit construire sur l'emplacement de la tour Mozza une belle habitation à trois étages, dénommée pavillon de chasse et ceinte de murs. Elle est aujourd'hui abandonnée. Ses ouvertures béantes, privées de leurs fenêtres, préparent la ruine d'une maison qui surprend dans ce site désolé. L'impression de tristesse que ce paysage muet laisse dans l'âme du passant est douloureuse. Elle est accrue par l'aspect des bâtiments où s'abritaient jadis les services d'exploitation de la mine de plomb argentifère de l'Argentella, qu'on rencontre sur un côté de la route. Pas un cri, pas un vivant n'égaie ces lieux d'où l'activité humaine s'est retirée (1). La nature et l'homme luttent ici dans un sens contraire. Celui-ci, quelquefois, s'efforce d'arracher la région à l'oubli ; celle-là lui oppose aussitôt des obstacles qui finissent par le rebuter : maigreur d'un sol déboisé, rocailleux, siliceux : distance des centres d'écoulement ou de vente. Lassés, vaincus, les hommes disparaissent. La belle baie elle-même de Crovani, enserrée entre le Cap de la Morsetta et la pointe de Ciuttone, n'est pas hospitalière. Vers le sud, elle surplombe la mer par une falaise ; vers le nord, les sa-

(1) On m'assure que l'exploitation en a été reprise récemment.

bles d'une rivière minuscule ont créé une plage et un cordon qui arrête l'écoulement. Un étang marécageux, presque desséché en été, et domaine du moustique dangereux, en est le résultat.

La route s'éloigne vite de ces bas-fonds pour monter à l'assaut de la Bocca-bassa (283 m.), sans que le silence soit troublé par la moindre clochette. Elle redescend ensuite par de grands lacets vers la plage de Galeria et la vallée du Fangu. Ce fleuve, un des plus importants de la Corse, qui, par ses origines dans la chaîne élevée de la Paglia Orba et du Tafonatu, devrait apporter dans ce paysage une note de fraîcheur et de vie, est lui-même à sec en été. La route le traverse presque à son embouchure, après son confluent avec le Marsolinu. Le lit est celui d'un oued algérien ; quiconque le voit en ce mois de juillet a de la peine à comprendre comment ce cours d'eau peut charrier à la mer un volume d'alluvions tel que son issue, dans la mer, en est presque obstruée et que le village de Galeria est obligé de s'établir à l'écart, à près de deux kilomètres. Affreux résultats du déboisement ! La crête dentelée de la chaîne puissante qui s'allonge vers le nord jusqu'au Cintu ne suffit même pas à maintenir dans ce lit un filet d'eau. La voie départementale, qui suit le torrent sur plusieurs kilomètres vers l'amont, remonte une vallée quasi-morte, et l'impression d'aridité augmente.

On s'en sépare donc avec plaisir. Le ruban blanc du chemin se déroule vers le sud en décrivant cent sinuosités pour parvenir au col de la Palmarella. La montée est lente mais plus reposante que la platitude précédente. La végétation apparaît enfin et se fait plus drue à mesure qu'on s'élève. Miracle ! Une fontaine presque abondante permet une halte agréable. Des vestiges de forêts subsistent à droite et à gauche. Le Filosorma est fini. Le monde vivant reparait, représenté par un petit âne qui traverse la route près du sommet de la côte. A cette hauteur de 374 m. dit la carte d'état-major, de 398 m. écrit l'itinéraire des Ponts et Chaussées, la vue s'étend d'un côté, en arrière, sur une région grise et brûlée, de l'autre, en avant, sur un pays plus vert, par suite moins abandonné. Le beau golfe de Girolata, nappe aux eaux calmes qui s'étale à proximité, avec sa tour et ses trois ou quatre maisons, scintille sous le soleil.

Nous sommes à la limite des arrondissements d'Ajaccio et de Calvi, des cantons d'Evisa et de Calenzana, des communes d'Osani et de Galeria, des pâturages maigres et des cultures réjouissantes, du désert et de la vie en deux mots.

La route dévale vers la mer et contourne longuement la pointe boisée de Suarella, puis, par un nouveau détour de 8 kilomètres, le ravin profond, encaissé de Tuara, qui borde des précipices dont le voyageur peut s'effrayer à juste titre. Encore une fontaine, suivie d'une maison cantonnière ! On retrouve la civilisation. Ensuite la montée recommence jusqu'à la Bocca Croce (272 m.) Girolata est là, tout près, emplissant les yeux de son beau panorama. Pas de villages encore, car les cabanes de pêcheurs sur ses bords n'en sont que le fantôme. Le hameau de Tuara, qui se cache dans un repli, est lui-même une très modeste agglomération.

Enfin le col est franchi. Aussitôt le regard embrasse un groupe de maisons dispersées, à droite, sur la pente. C'est Osani. On s'attend à trouver le mouvement. N'est-ce point en ce lieu qu'une mine d'anthracite exploitée, nous dit-on, peut fournir à la Corse un excellent charbon. Déception ! Il y a là vingt bâtisses au-dessus des carrières d'extraction. Rien ne révèle au passant qu'une richesse est enfouie sous le sol. Où sont les mineurs ? Où sont les usines ? Où est l'activité ? On cherche. On ne voit rien.

Et la route déserte, dans un pays silencieux, va décrire ses lacets infinis autour du golfe de Portu. Car la merveille tant vantée est maintenant visible. On a tout le temps de l'admirer pendant les vingt-trois kilomètres qui séparent Osani de Portu. Le golfe, par lui-même, est moins beau que celui de Girolata. Mais le décor l'emporte en grandeur, en variété. Ici c'est la pointe des porphyres houillers que surmontent les cinq dents sombres du Senninu primaire. Là ce sont des rochers granitiques et blanchâtres qui surplombent les eaux azurées de la mer. Au fond c'est la falaise rougeâtre des Calanques que domine d'un seul jet la pointe des Seigneurs. D'un côté le pays noir que les nuées recouvrent. De l'autre, la fournaise qui flamboie sous la lumière. C'est la région des bouleversements volcaniques, des secousses violentes, des enfantements douloureux ; c'est le relief chaotique.

A une époque géologique très ancienne, notre planète se trouva agitée de frissons et de spasmes. Un peu plus refroidie par le temps, elle semblait greloter. Des lambeaux de sa chair se détachaient, disparaissaient en laissant échapper par les blessures des flots rouges qui se répandaient en nappes, tandis que des pustules grossissaient, éclataient au bord des déchirures, vomissaient du pus noir vite coagulé. Les géologues ont traduit ce malaise de la terre par les mots d'éruptions volcaniques, de tremblements de terre, d'affaissements et desoulèvements. La lave refroidie abonde dans cette pé-

ninsule du Senninu ; l'effondrement a formé comme à l'emporte pièce les golfes de Portu et de Girolata. Les éruptions ont créé ces masses de granulite à feldspath rose qui colorent le talus.

Ainsi la nature, pour faire le tableau magnifique que les guides nous vantent et dont les touristes emportent la vision inoubliable, à souffert et a peiné. Le capu Paolu (776 m.) et le pic des Seigneurs, comme deux sentinelles farouches au front rouge, gardent l'entrée de ce compartiment effondré de l'ancienne Corse puis envahi par la mer. Les courbes bathymétriques indiquent une profondeur de 1000 mètres. La rivière de Portu, dont la vallée inférieure a ainsi disparu sous les flots, s'est trouvée rajeunie au point de redevenir un torrent laborieux, à pente rapide, entraînant à la mer beaucoup d'alluvions qui réussissent difficilement à former une petite plage, car la plus grande quantité tombe dans la fosse marine.

Autour d'elle, la route tortueuse déroule son ruban. On peut donc contempler à son aise le golfe, puisque la terre ne mérite pas de retenir encore les yeux. La végétation est clairsemée. Le hameau de Curzu, à gauche, est composé d'une vingtaine de maisons dispersées au milieu du maquis maigre. On est tenté de demander à quelque habitant quelles sont les ressources de ses concitoyens. Peu ou point de cultures, presque pas d'arbres. C'est la conséquence probable d'un dépeuplement que le grand chemin lui-même n'a pas enrayé. L'humidité est cependant abondante. On rencontre désormais de nombreuses fontaines, un abreuvoir même. C'est que l'oasis de Partinellu, animée et verdoyante approche et c'est un grand soulagement pour l'esprit, accablé par la solitude. La route se rapproche du rivage, des falaises : il lui faut contourner la masse du capu Paolu. Les rochers de Pagliaghiu la dominent. On a de là une vue complète de la masse curieuse du Senninu et on peut encore mieux la détailler en remontant la rampe dite de Terni Caldi.

La descente recommence ensuite vers le ravin de Bussaghiu (la vallée du buis). Les ponts se succèdent, difficiles, hardis. Le plein cintre de l'un d'eux a une ouverture de dix mètres. Une région tourmentée accroît les obstacles. Un nouveau promontoire se dresse sur la mer, celui d'Aja Campana. Il faut encore monter, trouver les granites couleur de sang qui descendent jusqu'au golfe. Avec inquiétude, par une corniche étroite qui longe l'abîme marin d'un côté et demeure sous la menace d'éboulis énormes de l'autre, le passant se hâte de franchir un passage redoutable. Les caprices de la

nature sont ici variés. Sous les alternatives de la chaleur torride et du refroidissement, la falaise est débitée par pans énormes, dont quelques-uns encombrant la gorge, au nom bien significatif de **foor** (**fauces**). C'est la preuve que la crainte n'est pas vaine et on achève la rampe avec soulagement pour redescendre, avec une joie progressive, vers la rivière de Portu, vers l'eau, vers la fraîcheur, vers l'oasis. Si l'on veut avoir de ce coin paradisiaque un souvenir inoubliable, c'est par Filosorma qu'il faut y arriver. A l'ombre de ses beaux arbres, on sera heureux de faire une courte halte.

Les souffrances de la soif, de la chaleur, de la fatigue sont finies. On rentre dans la Corse verdoyante. Le contraste est tel qu'on n'oubliera jamais plus l'impression pénible de ce long ruban de 80 kilomètres d'où la vie est presque totalement absente. Il s'y ajoutera quelque admiration pour le travail accompli par les ingénieurs et l'on n'échappera pas à cette réflexion : si la route ne doit pas attirer les hommes, les cultures, les villages, le mouvement, pourquoi donc tant d'efforts, pourquoi tant de dépenses ? Napoléon III a doté la Corse de ce chemin ; sa générosité semble avoir été inutile, puisque rien n'est encore né dans toute la région.

Mais ces pensées amères se dissipent rapidement devant la beauté du paysage. La route forestière de Portu à Cristinacce, qu'on fera bien d'emprunter à la place de celle qui mène à Evisa, dédommage le voyageur de toute la tristesse qui avait pu le gagner. Sous un dôme de verdure, à travers l'épaisse châtaigneraie, longeant et dominant la profonde et émouvante gorge de la rivière, il circulera comme sur la piste d'un vélodrome. Il jouira d'un des plus beaux panoramas qui soient, d'une Corse fraîche et riante, riche et peuplée. Il traversera Marignana, Cristinacce, Evisa jusqu'au col de Verghiu ou jusqu'à celui de Sevi.

Il n'y a, on le voit, aucune exagération à affirmer, comme on l'a fait tant et tant de fois, que la Corse est un beau pays, un centre de tourisme, idéal et précieux, car elle offre à celui qui la visite pour son plaisir, les sensations les plus variées, les spectacles les plus divers qu'il est en droit de demander à une région touristique.

A. AMBROSI-R.

(Juillet 1928).

Deux héros de la Conquête africaine

LE CAPITAINE LIVRELLI

Vers la fin du XIX^e siècle, Français et Anglais luttèrent de vitesse pour s'emparer des nœuds de communication de l'Afrique. Tombouctou, certes, avait déjà reçu la visite, depuis de longues années, du célèbre explorateur René Caillé. Mais le drapeau de la France ne flottait pas encore sur les murs de la ville. Toutefois nos postes s'étaient lentement installés, chaque année plus avant, dans la région du Haut-Niger. Gallieni, Desbordes et leurs lieutenants s'étaient rendus les maîtres de Bamako en premier et de Ségou en dernier lieu. Enfin, en 1893, Archinard avait pris Djenné, la ville songhoï jusqu'où l'art égyptien s'était un peu infiltré.

A cette époque, Tombouctou était au pouvoir des Touaregs et les Anglais songeaient à y installer leur domination. A peine Djenné prise, Archinard trace le plan de la marche sur Tombouctou où il espère devancer nos concurrents. Une colonne doit traverser le pays de la rive gauche du Niger, une autre doit s'avancer sur le fleuve même, précédée par des canonnières. Mais Archinard rentre en France, laissant son intérim au lieutenant-colonel Bonnier. Ce dernier, dès la fin de l'année 1893, s'empresse de mettre à exécution le plan Archinard.

Bonnier qui vient d'avoir mailles à partir avec le chef indigène Samory se réserve le commandement de la deuxième colonne, tandis qu'il donne celui de la première au colonel Joffre. Il a avec lui le capitaine corse Livrelli qui vient de faire le coup de feu contre Samory à Faragaré et dans le pays de Kong. Son avant-garde de canonnières, commandée par le lieutenant de vaisseau Boiteux, le précède et entre à Tombouctou le 15 décembre 1893 à la tête de quelques marins. Cependant les Touaregs et les Kountas viennent attaquer la réserve de la flottille à Kabara. « Après une audacieuse poursuite tentée au milieu des sables » l'enseigne de vaisseau Aube fut tué ainsi que 19 hommes ». (1).

(1) **Aperçu historique sur les régions du Haut-Sénégal et Niger :** « Annuaire du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française », 1912.

Lorsque, à son tour, la colonne Bonnier dont fait partie Livrelli, arriva à Tombouctou le 10 janvier 1894, elle put constater que tous les Touaregs avaient fui et s'étaient enfoncés dans le désert, vers l'Ouest. Préoccupé de la colonne Joffre (le futur maréchal) qui aurait déjà dû être arrivée et dont il était sans nouvelles, désireux d'autre part, de venger Aube et ses camarades, Bonnier, dès le lendemain de son arrivée à Tombouctou, décide de se remettre en route, à la tête d'une colonne légère. Plusieurs officiers dont le capitaine Livrelli et le sous-lieutenant Sarda, l'accompagnent. (2).

Le 14 janvier, Bonnier apprend que les Touaregs ne sont qu'à quelques kilomètres en avant de la colonne. Mais la nuit survient et la petite troupe établit son campement à Tacoubé. « Le campement a la forme d'un carré à peu près. « Les hommes de la cinquième compagnie occupent le côté « nord. Tous se couchent dans leurs couvertures, les fais- « ceaux formés près d'eux. Les hommes de la onzième com- « pagnie sont sur le côté sud. Sur les deux autres faces sont « parqués les troupeaux capturés. Les prisonniers sont ins- « tallés au milieu du camp. Tout l'Etat-Major est formé en « un groupe dans le centre du carré, vers le côté est, où se « trouve le poste du colonel. Jusqu'à minuit environ, les « officiers de l'Etat-Major veillent ; ils passent joyeusement « la soirée et longtemps on les entend rire et plaisanter. « Tous enfin s'endorment. La nuit étant très fraîche, de « petits feux sont allumés dans le camp et continuent à se « consumer lentement. La nuit est splendide et la lune illu- « mine tout de sa clarté jusque vers quatre heures environ, « ...alors, elle disparaît..., et l'heure est favorable à l'ennemi « pour le coup de main qu'il prépare... Les Touaregs, dont « quelques-uns rôdaient autour du camp, se sont rassemblés « en nombre et approchés pendant la nuit » (3). Tout à coup ils se précipitent sur le camp, cavaliers et fantassins. Les Français n'ont pas le temps de se reconnaître. En quelques minutes tout est terminé, Bonnier est tué avec dix officiers, deux sous-officiers européens et 80 tirailleurs. Le Capitaine Livrelli et le sous-lieutenant Sarda sont parmi les victimes.

« Cependant, trois Européens, le capitaine Nigete, le ser- « gent-major Baretti, un autre Corse, et le sergent Lalire, »

(2) et (4) D'après Félix Dubois : « **Tombouctou la mystérieuse** », ouvrage couronné par l'Académie Française.

(3) Félix Dubois : ouvrage cité.

« qui ont échappé au massacre, réussissent à rassembler et à reformer une poignée de tirailleurs qui avaient pris la fuite. (4).

Vingt jours après la colonne Joffre, à son tour, arrive à Tacouba. Elle y recueille les squelettes des treize Européens et les transporte à Tombouctou où ils sont aussitôt enterrés dans un cimetière situé au sud de la ville, après que leur sont rendus les honneurs.

Cette pieuse mission étant à peine remplie, Joffre, sans perdre de temps, se met à la poursuite des Touaregs avec le souci de bien venger ses camarades. Environ dix jours après, justice est faite. Joffre a surpris les Touaregs entre les lacs Faghibine et Foti et leur a fait payer la rançon du sang. Les survivants sont poursuivis et c'est pour eux une complète déroute.

LE CAPITAINE RISTORI

Voici plus de vingt ans que Samory ne cesse de nous donner du fil à retordre. Le vieux brigand n'a pas désarmé. Cependant, ses soldats eux-mêmes commencent à secouer son joug et à ne plus avoir peur de sa cruauté. Plusieurs fois même, il a failli être pris, ne nous échappant que grâce à son extrême mobilité et à son esprit de décision.

C'est au capitaine Gouraud, l'illustre général de la Grande Guerre, que va revenir l'honneur de capturer l'almany. La capture eut lieu le 29 septembre 1898, au matin, dans une forêt de la région de N'Zo à Guélérou. (1).

C'est pendant la période qui, presque immédiatement, précède le moment de la capture que le capitaine Ristori joue son rôle, en préparant les voies qui devaient aboutir au succès final. Cet officier faisait partie de la colonne du Commandant Lartigue qui, partis d'Odiené le 6 juillet, traversa Touba, Boué, Beyla, Toungara, N'Zo, Tiafesse et Dienifosso. A ce moment, la colonne Lartigue avait comme mission de rejeter Samory en Libéria. Mais les événements allaient se précipiter et donner aux Français la possibilité de prendre ou de détruire l'almany et certains de ses lieutenants.

(1) D'après l'aperçu historique sur la Côte d'Ivoire, figurant à l'annuaire du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française : 1912.

Le 17 juillet au matin les officiers de la colonne apprenaient que Samory et son armée étaient, depuis quatre jours, autour de Doué, village situé dans une région montagneuse couverte de forêts vierges et peuplée de Dioulas anthropophages. Le Commandant Lartigue forma aussitôt une colonne forte de 248 hommes sous les ordres du capitaine Ristori, avec mission de marcher contre Samory. Le 20 juillet au matin, Ristori et sa troupe accrochaient l'armée samoryenne dans le village même de Doué. Après un combat épique qui dura toute la journée, le village fut enlevé de haute lutte. Malheureusement, il fut impossible à Ristori d'exploiter son brillant succès. Manquant de vivres et de munitions, il dut se replier sur Touba où il arriva le 22. Il y trouva la colonne Lartigue.

Le 28 juillet, le gros de la colonne Lartigue quittait Touba pour se rendre à Beyla, où elle était le 3 août. « Le capitaine Ristori resta à Touba avec une solide garnison ; il avait mission de surveiller de très près les moindres mouvements de Samory et tous les jours d'envoyer une reconnaissance sur les gués du Bafing ». (2).

Peu de jours après le départ de Lartigue, Ristori recevait la visite d'un marabout influent, Amara Fatiki, père du chef de Touba. Amara était accompagné de deux envoyés de Samory, un griot et un marabout nommé N'Fassili Bamba. Ce dernier était porteur d'une lettre à l'adresse de Fatiki. Nous donnons, ci-dessous, une partie de son contenu :

« Dieu soit loué ! Lui seul est grand, sait et voit tout. », écrivait Samory. Je te prie, cher Amara, de donner aussi le bonjour au commandant qui est à Touba. Je te fais savoir que les blancs m'ont encore attaqué à Doué, il n'y a pas bien longtemps et m'ont bien fatigué. Jadis, ils m'ont chassé de Sanankore, mon pays, et je me suis dirigé vers l'Est. Ils m'ont suivi jusque-là et me voilà de retour dans le Sud. Je croyais que les blancs ne combattraient plus contre moi avant de m'avoir demandé à faire la paix. Je sais que les blancs sont les plus forts et les plus intelligents de tous, et, cher Amara, dis au commandant, avant de recommencer à marcher contre moi, ce que je compte faire et je lui dirai que je ne veux plus faire de mal aux noirs ni aux pays que je traverse... » (3).

(2) André Mévil : « **Samory** ».

(3) André Mévil, citant Samory.

La lettre, comme on le voit, contenait le germe d'une paix future. Samory, cependant, ne cherchait, peut-être comme toujours, qu'à gagner du temps. Il était, très probablement, cette fois-ci encore, de la plus mauvaise foi. Mais enfin, il s'avouait vaincu. D'ailleurs, ses deux envoyés déclarèrent au capitaine Ristori qu'ils avaient une communication verbale à lui faire de la part de leur chef. Ristori les écouta avec la plus grande attention et il apprit ainsi que Samory leur avait donné l'ordre d'exprimer au commandant de Touba qu'il voulait faire la paix et aller finir tranquillement ses jours à Sanankore. Le capitaine expliqua à N'Fassili qu'il allait prévenir le commandant Lartigue et lui conseilla d'attendre sa réponse. Mais N'Fassili ne voulut pas demeurer et Ristori, le laissa partir en l'assurant que Samory serait tenu au courant de la décision prise à son sujet.

La lettre de l'almany fut en effet adressée au commandant Lartigue qui la reçut le 6 août, jointe à un rapport du capitaine Ristori. La réponse du commandant à Samory fut la suivante : «...Le seul moyen pour toi de faire la paix avec « nous est de nous envoyer d'abord deux de tes fils, Moctar « et Sarantiéni Mory, puis de livrer tes armes et de venir « ensuite te présenter à moi... ». (4).

Le roi nègre ayant refusé de se soumettre à de telles conditions, il fallut continuer vigoureusement les opérations. Le lieutenant Woelffel, qui était placé sous les ordres du capitaine Ristori, fut immédiatement mis en marche avec mission de couper la retraite de Libéria aux troupes samoryennes et de les rejeter dans le sud. Le 8 septembre, Woelffel surprenait l'avant-garde ennemie à Tiafesse et la faisait prisonnière avec armes et bagages. Le lendemain, le capitaine Godon se joignait à lui. Mais, par suite des pluies torrentielles qui tombaient et transformaient les pistes en véritables marégots, les deux officiers durent interrompre leur poursuite et revenir sur N'Zo.

Dix jours plus tard, le capitaine Gouraud devait être plus heureux que ses camarades, puisqu'il avait l'habileté et la chance de surprendre et de faire prisonniers Samory et sa suite, gagnant ainsi la deuxième manche de la partie dont Ristori avait incontestablement gagné la première.

Mad. Sébastien SILVANI

(4) André Mévil, citant Lartigue.

La prononciation Française

DU LATIN

Dans quel cerveau français a bien pu germer l'idée saugrenue de faire prononcer le latin à l'italienne ? Le mouvement semble être parti du clergé très vraisemblablement ; tout au moins il en a pris aussitôt la direction, et a fait sien ce projet. Dans presque toutes les églises de France en effet, la nouvelle prononciation est acceptée ou imposée, et simples desservants de villages ou officiants de nos grandes cathédrales ont renoncé à la prononciation française.

Malgré tout mon respect pour tout ce qui touche aux choses de la religion, je regrette de me séparer nettement de la décision qu'a cru devoir prendre l'Eglise catholique. En aucune manière cette mesure ne se justifie.

Le clergé, en France et par suite en Corse, quoique Romain, par définition même du catholicisme, est national. Le latin est sa langue rituelle et celle des prières des fidèles. C'est la langue qu'entend le nouveau né sur les Fonds baptismaux, l'agonisant à son lit de mort, ou les dernières paroles de paix que prononce le prêtre sur le cercueil au bord d'une tombe. Eh bien ! qu'au moins ces paroles suprêmes, dans des instants aussi solennels, aient une consonnance française !

Si encore l'ordre en venait de Rome, je comprendrais l'obéissance du clergé aux ordres du Souverain Pontife. Mais le pape ne fait de cette prononciation, ni une question de dogme, ni une préférence personnelle.

Qu'en dirait Bossuet, si jaloux des libertés gallicanes ? Il eut ajouté une cinquième proposition aux quatre résolutions de 1682. Et Bonaparte donc ! un Corse ! quel eût été son geste en face du cardinal Consalvi, à la signature du Concordat, s'il avait pu prévoir que ce latin, dont il rendait l'usage aux prêtres français, serait un jour prononcé dans un idiome qui n'était pas le leur. Et notre dernier empereur, si jaloux de tout ce qui avait trait à la prédominance du nom français, aurait sans doute estimé que l'unité italienne était une œuvre suffisante, et que l'accent du nouveau peuple ne devait pas dépasser la frontière.

Pour prononcer à l'italienne, encore me paraît-il indispensable de comprendre quelques bribes de cette langue. Combien sommes-nous en France qui pourrions, je ne dis pas traduire, mais lire à peu près correctement deux ou trois

lignes de d'Annunzio ! Et c'est ce tour de force qu'on impose à de malheureux prêtres de campagne, fort peu lettrés pour la plupart, ou à leurs ouailles souvent illettrées, qui ont déjà toutes les peines du monde à ânonner le latin de leur « **Paroissien** » ! Ces cerveaux simples ne comprendront jamais que **us** se prononce **ous** à la messe, et non comme à l'école et au Lycée.

Et c'est quand chacun se plaint, à très juste titre, de l'intrusion des idiomes étrangers dans notre littérature, quand tous déplorent la pénétration des mots de toute origine dans notre langue, quand la langue française cesse d'être la langue diplomatique universellement admise, quand elle est rejetée par les Italiens surtout, c'est à ce moment que pour remonter le courant, on nous incite à cette prononciation italienne du latin, mère du Français. Nous serions donc mal venus de nous plaindre de cette sorte de régression de notre langue, si claire et si pure, et de la diminution de son prestige. Ne laissons donc pas abâtardir la langue de Racine et de Voltaire, et faisons campagne, dans la France continentale aussi bien qu'insulaire, pour la prononciation du latin « **à la française** ».

A. G.

NOTA. — Il est à croire que le danger de dénaturation du latin n'est pas un vain mot, puisqu'il vient de se créer, sous les auspices du consul de France, M. A. Barthélemy, une association dont le titre indique suffisamment le but : « **Les amis de la prononciation française du latin** », et dont ce diplomate est le secrétaire général.

Le siège en est : 82, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Les Editions Virgiliennes de la Bibliothèque Municipale de Bastia

La célébration du bi-millénaire de Virgile et le beau livre de notre éminent compatriote Jérôme Carcopino sur **Le Mystère de l'Eglogue IV^e**, ont ravivé le culte du grand poète latin. Les humanistes d'avant 1900 ont dû évoquer avec mélancolie le temps déjà lointain où ils se plaisaient à nourrir leur mémoire de chants de l'Enéide, d'Eglogues et de Géorgiques. Quelques-uns d'entre eux, dont la culture

latine était remarquable, s'essayaient même à gravir le Parnasse et obtenaient des succès très honorables.

Les études latines furent toujours en honneur dans le royaume de Corse, avant son incorporation à la France, et nous savons qu'à l'Université fondée à Corte par le général Pascal Paoli, sous la direction du R. P. Mariani de Corbara, docteur de Salamanque et le plus grand savant corse du XVIII^e siècle, l'emploi de la langue latine était obligatoire pour les maîtres et les élèves durant les cours.

Déjà, à cette époque-là existaient des bibliothèques particulières importantes, où les chefs-d'œuvre de la littérature latine occupaient une bonne place, et il n'est pas rare d'y retrouver, encore de nos jours, de belles éditions virgiliennes, ainsi que des traductions en vers français ou italiens, notamment celles de Annibal Caro, Delille et Tissot.

Mais les plus remarquables de ces éditions sont conservées à la bibliothèque municipale de Bastia. Elles font partie d'un legs de 10.000 volumes environ attribué à la ville par un de ses illustres citoyens, grand bibliophile, le docteur Thomas Prelà, médecin en chef des Papes Pie VII et Pie VIII et président du collège médical de Rome sous Grégoire XVI.

Nous citerons seulement celles des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles.

1^o Opera P. M. Virgilii. — Venetiis, in officina Lucæ Antonii Juntæ. 1537, in-quarto.

2^o Il primo libro della Eneide di Virgilio. — Padova, apud Grazioso Perchacino, **1564**.

3^o L'opera di Virgilio, commentata da Fabrini, Malltesta e Venuti. — Venetia, Sessa fratelli **1597**.

4^o Virgilii opera, cum integris notis Servii... etc. — Lugduni Batavorum, apud Jacobum Haekium. **1630**.

5^o Virgile : Opera, avec commentaires du P. La Rue. Parisiis, apud Simon Bernard, **1682**.

6^o Virgilii Opera. Recensuit Pancratius Masricius. — Leovardiæ, Franciscus Halm, **1717**.

7^o Virgilii Bucolica, Georgica, Æneis. — Cantobrigiæ. Imp. Jacoli Tonson, **1701**.

8^o Virgilii P. M. Opera cum notis variorum ; Lectiones addidit Burman. Faslema sculpsit. — Amsterdam. Sumptibus Jacobi Westenii, **1720**.

9^o Publii Virgilii M. Opera quæ supersint in antiquo codice Vaticano ad primam imaginum formam insisa a Pietro Santo Bartoli in biblioteca Camilli Maximi Cardinalis, **1677**. Ensemble de gravures sur bois remarquables.

10° P. M. Virgilii Opera. Illustravit Carolus Ruceus. Venetiis apud Sebast. Celesti, **1764**.

11° Publii V. M. Opera. Pisauri, Ex Amatina Chalcographia, **1766**.

12° P.V. Maronis Opera, P. Burman. — Andrea Foullis. Glascoewæ Academiae Typographia, **1778**.

13° Virgile. Bucoliques. Traduction en vers grecs et italiens. — Parma, stampa Reale, **1780**.

14° Publii V.M.Opera cum notis Jh. Minellii. — Venetiis, Sumpt. Chered. Nicolai Fezzana.

15° Virgilius Maro, illustratus a Chr. Gotth. Heyne. 6 v. Leipsig. Sumpt. Gaspari Fritsch, **1800**.

Cette dernière édition est un véritable chef-d'œuvre de critique classique qui a relégué au second rang tous ceux qui l'avaient précédé. Il a servi de modèle au Virgile de Lemaire.

On voit par cette simple énumération à propos de Virgile quelles richesses bibliographiques contient notre belle Bibliothèque de Bastia, trop peu connue.

A. COSTA.

BIBLIOGRAPHIE

Guide du touriste en Corse. — De tous les livres récents, dont nous avons à rendre compte aujourd'hui, aucun ne mérite plus d'attention que celui dont le Touring Club italien a doté les touristes. En 1918, avait paru, sous la plume de M. L.V. Bertarelli, aujourd'hui décédé, le guide de Sardaigne. En 1929, une nouvelle édition en a été faite. Mais il a paru nécessaire à la laborieuse Compagnie italienne d'y adjoindre le pays « qui n'appartient pas politiquement à l'Italie, mais est de même langue et de même nationalité, la Corse » (1). Pour sa réalisation, quelques sommités scientifiques de la péninsule ont été invitées à y collaborer. Le professeur Gioacchino Volpe s'est chargé de l'histoire et de la littérature de notre île : le professeur Carlo Arù, avec le concours de M. Tencajoli, de l'art médiéval et moderne ; le professeur Giorgio Mortara et le docteur Mazzolini des questions économiques et démographiques. Le dialecte et le folklore ont été étudiés par le professeur Gino Bottiglioni et le professeur Giotto Dainelli a rédigé l'étude physique. Enfin Mme Edith Southwell-Colucci, une de nos charmantes compatriotes, puisée née à Bastia, qui, malgré son mariage en Italie, est restée fidèle à sa terre natale, et qui, grâce à ses nombreux voyages dans l'île, est au nombre

(1) Guida d'Italia del Touring Club italiano : Sardegna e Corsica; Milano, Corso Italia 10 ; 1929.

de ceux qui la connaissent le mieux, a contribué à la description touristique des itinéraires. C'est dire que la publication n'est pas une œuvre improvisée, mais que par son caractère scientifique et ses observations intelligentes elle rendra de grands services aux Continentaux qui visiteront notre petite patrie et aux Corses qui viendront y passer leurs vacances.

Sans doute, nous autres Français possédons déjà l'excellent guide de notre compatriote Philippe Leca, publié dans la collection des Guides bleus que dirige M. Marcel Montmarché à la librairie Hachette ; illustré de nombreuses cartes ou gravures, il est tenu chaque année à jour. Ses 265 pages sont, sans contestation possible, la plus complète description de nos régions insulaires et le livre de chevet du voyageur. Mais le guide italien, qui consacre à la Corse 240 pages, ne fait pas double emploi. D'abord parce qu'il s'adresse plutôt au touriste cultivé, ensuite parce que dans un chapitre préliminaire de 66 pages, il étudie les différents problèmes insulaires : moyens de transport, géographie physique, flore, faune, population, économie, histoire, beaux-arts, dialecte et folklore avec une compétence indéniable. Le guide français au contraire ne leur a réservé qu'une modeste place de 27 pages et peut-être son auteur ferait-il bien de prendre exemple sur son confrère étranger. Les études d'ensemble d'un Gioacchino Volpe ou d'un Carlo Arù méritent d'ailleurs que la **Revue de la Corse** y revienne.

Que dire de plus ? Les notes historiques relatives à chacune des villes corses, la bonne explication des curiosités géographiques et archéologiques de notre pays, l'exacte biographie de ses hommes illustres donnent à ce livre un caractère éminemment instructif. En dépit des affirmations trop répétées de l'italianisme des Corses qui est de nature à déplaire à beaucoup de nos compatriotes, en dépit même des appréciations trop injustes de l'œuvre française « qui a étouffé la personnalité de la Corse » nous recommandons vivement le guide à nos lecteurs.

Le même Touring Club a fait éditer une brochure de 26 pages, avec de jolies reproductions de nos principaux paysages, en guise de prospectus pour le voyage en Corse qu'il organisait du 21 au 29 avril et du 1^{er} au 9 mai. Ce voyage était combiné avec une excursion en Sardaigne. Voici l'itinéraire qui avait été adopté : Bastia, Cap Corse, Teghime, Ile Rousse, Calvi, Ponte Leccia, Morosaglia, Corte, Col de Verghiu, Evisa, Piana, Ajaccio, Vizzavona, monte d'Oro, Ghisoni, Zicavu, Zonza, col de Bavella, Portuvecchiu, Bonifacio, où se faisait l'embarquement pour la Sardaigne. C'est là de la bonne publicité. Le prix du voyage de Livourne à Cività-Vecchia, par les deux îles, était, tous frais compris, même avec les pourboires, de 3050 lire.

Cristophe Colomb était-il Corse ? L'éternelle question revient sur le tapis journalistique, à l'occasion d'une conférence faite par le chanoine Castaing, le 16 février à Marseille, dans la salle du Majestic-cinéma. Pour lui, la nationalité corse du grand voyageur ne peut plus être mise en doute. M. P. Graziani, archiviste de la Corse, qui déjà dans notre Revue avait publié sur ce sujet un article intéressant, parce que documenté, écrit dans la **Nouvelle Corse** du 24 mars que « l'argumentation du respectable ecclésiastique est d'une faiblesse notoire ». Il la discute, en montre les points faibles et aboutit à cette conclusion : le chanoine n'a pas mieux prouvé les origines de Colomb que les abbés Casanova et Peretti.

Quelques jours auparavant (28 février), M. Graziani nous avait appris que la thèse espagnole venait de recevoir une confirmation troublante, grâce aux recherches du savant péruvien M. de Ulloa, confirmées par des érudits catalans et d'où il résulterait que Colomb est né à Tortosa, dans une région connue sous l'expression de Rivière de Gênes. Sur quoi, un correspondant du même journal, qui signe « Un vieux curé », pose à M. Graziani, le 2 avril, plusieurs « colles » au sujet des allusions de quelques anciens auteurs, relativement à la naissance de Colomb en Corse ; il s'agit du Père Ollivier en 1671, de Viggianelli della Rocca et de Fabiani en 1730. M. Graziani est bien capable d'y répondre. Non qu'il soit l'ennemi de la thèse Calvaise, car elle repose sur la tradition et celle-ci mérite toujours le respect. Mais il voudrait des preuves convaincantes. Il n'a pas tort.

La faiblesse des arguments corses permet en effet aux Italiens de riposter à ceux qui patriotiquement voudraient faire naître le découvreur de l'Amérique dans notre petite île, comme l'a fait le professeur Deledda dans *Mediterranea* (N° de février). Après des citations d'écrivains célèbres, par qui la revendication corse est ridiculisée, il ajoute : « L'entreprise du rubicond chanoine Castaing est une distraction tapageuse pour les sots. Colomb reste et restera une pure gloire génoise, c'est-à-dire italienne ». Ainsi les partisans de l'une et de l'autre thèse restent sur leurs positions.

Pour en finir, ne leur serait-il pas possible de garder leurs convictions et le silence jusqu'à ce qu'une preuve irréfutable et nouvelle soit mise en avant pour confondre les uns et inonder les autres d'une joie éternelle !

Charles-Quint à Bonifacio. — On sait qu'une légende fait débarquer le puissant empereur à Bonifacio, au cours de son voyage d'Afrique en Espagne, et indique le nom de son hôte dans cette ville : Cattaciolo. Le docteur Aurenche, dans son beau livre *Sur les chemins de la Corse*, paru il y a trois ans, publiait à ce sujet une lettre du Père Acquaviva à Ignace de Loyala dans laquelle cette visite impériale était racontée avec de nombreux détails. Le document fut aussitôt jugé apocryphe par d'excellents historiens ; il tendait à l'affirmation d'un fait qu'aucun livre sérieux ne relate.

Or, voici qu'un archiviste a découvert dans l'ouvrage de Don Manuel de Foronda y Aguilera : *Voyages de l'empereur Charles V* et dans l'*Historiographie de Charles Quint* par Morel-Fatio l'affirmation que ce souverain avait séjourné à Bonifacio du 3 au 5 octobre 1541 et qu'il en était parti le 6 pour Alghero en Sardaigne. On pourrait en déduire qu'il reçut l'hospitalité du sieur Cattaciolo ; ce personnage sortirait ainsi de la légende pour entrer dans la réalité. N'est-ce pas une preuve que s'il ne faut en histoire avancer que des faits attestés par des documents sérieux, il est également juste de ne pas en exclure « a priori » des événements basés sur la tradition orale. Voilà qui va fortifier l'espoir des partisans de la thèse calvaise sur les origines corses de Colomb.

Les manuscrits de la Bibliothèque Nationale relatifs à la Corse ont été inventoriés récemment par M. Ersilio Michel, pendant la durée du séjour qu'il fit à Paris. Il a ainsi donné un utile complément aux

recherches de ses devanciers (1). Cet excellent historien constate que la Bibliothèque Nationale n'a pas sur notre île les richesses qu'on pourrait s'attendre à y trouver. Il ne doit pas ignorer certainement que les sources de notre histoire sont dispersées en France et en Europe. Les archives des ministères de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères en contiennent d'abondantes. Marseille et quelques autres villes du midi en ont aussi. Bastia et Ajaccio sont loin d'en être dépourvues. Et Gênes, et Pise, et Rome et Londres gardent précieusement les leurs. Nous savons, hélas ! à quelles difficultés de tout genre se heurte un historien qui s'efforce de réunir la bibliographie d'un sujet d'études sur la Corse. Mais nous souhaiterions en vain une centralisation de nos documents d'archives.

Il faut donc rendre grâce à ceux qui se consacrent, comme M. E. Michel, à un inventaire dont les travailleurs ont un besoin essentiel. Il passe en revue les manuscrits depuis le XV^e siècle, signale ceux qui ont été recopiés par M. Fr. Molard en Italie, au cours de sa mission, ceux d'ailleurs nombreux, qui ont été publiés et ceux qui ne l'ont jamais été. Pour le XVIII^e siècle, sont notées 28 et 54 lettres de Pascal Paoli, pour la plupart inédites et nous apprenons avec plaisir qu'elles seront imprimées à Rome dans un Carteggio de Paoli, sous la signature du professeur G. Volpe.

L'ordre de la Libération. — M. Piéro Parisella a étudié, dans l'*Archivio storico di Corsica* de 1929, la fondation de cet ordre nobiliaire par lequel le roi Théodore, en 1736, essaya de donner satisfaction aux réclamations de la noblesse insulaire, toujours dédaignées par Gênes. Les chevaliers recevaient l'investiture du roi ; ils portaient un habit bleu avec une croix et une étoile en or, sur laquelle figurait la Justice tenant dans une main sa balance et dans l'autre une épée ; sous l'un des plateaux se trouvait un triangle enfermant un T ; sur l'épée un globe surmonté d'une croix ; aux angles les armes de la famille royale. M. Parisella écrit que l'institution semble avoir été accueillie avec faveur même hors de Corse et qu'en moins d'un an 400 chevaliers environ furent affiliés à l'Ordre. On comptait dans ce nombre 30 Français, 12 Espagnols, 42 Italiens, 9 Polonais, 17 Anglais, 11 Hollandais, 7 Grecs, etc. Hélas ! Trois mois après Théodore disparaissait.

Napoléon 1^{er} était-il Breton ? — Oui, affirmait, il y a dix ans, un professeur du lycée de Brest, qui se transformait ainsi en propagandiste des calomnies inventées par les libelles de la Restauration. Cet universitaire fantaisiste a fait depuis amende honorable. Mais un de ses collègues de Morlaix, un Breton encore, a cru s'illustrer en reprenant cette thèse absurde. Napoléon serait né au manoir de Penavern et serait le fils de Marbeuf. C'est vouloir ridiculiser l'histoire et prendre ses lecteurs, comme ses élèves, pour des imbéciles. Le plus qualifié de nos historiens corses, M. Marcaggi, s'est donné la peine de réfuter une assertion monstrueuse dans un article de la *Nouvelle Corse* du 11 avril. Si quelque continental avait été assez crédule pour admettre cette invraisemblable filiation, il n'aurait qu'à se procurer l'article de M. Marcaggi pour rougir de sa naïveté.

Les aventures des compagnons de Murat. — M. Ersilio Michel

(1) Signalons à ce propos : Marsand, *Manoscritti italiani della R. Biblioteca parigina descritti e illustrati* Parigi, 1835 et l'*Essai de bibliographie critique* de M. Louis Villat, thèse complémentaire, Besançon, 1924.

nous avait déjà conté comment avait été préparée et conduite la tentative désespérée de Murat pour reconquérir son trône de Naples (Cf. n° 59). Il a pensé que pour être moins illustres, les compagnons d'équipée de l'ex-roi, pour la plupart Corses, ne méritaient cependant pas l'oubli. Il leur a consacré dans **l'Archivio storico di Corsica** de 1929 un article de 72 pages, avec trois reproductions de gravures anciennes : portraits du roi Murat et du général Franceschetti, débarquement à Pizzo. Le titre en est : **Vicende dei Corsi che seguirono Murat al Pizzo, 1815-1817.**

M. Michel évalue à près de 300 le nombre de ceux qui partirent d'Ajaccio avec le maréchal dans la nuit du 28 au 29 septembre 1815. La flotille des six gondoles ajacciennes qui les emportait longeait les côtes vers le sud. Dans les parages de la Sardaigne, une violente tempête la dispersa. Deux bateaux seulement arrivèrent à Pizzo, débarquèrent leurs passagers, le 8 octobre, puis se hâtèrent de regagner la haute mer. Un troisième recula devant la tempête, retourna vers la Corse et persuada le capitaine d'un quatrième d'en faire autant. Les deux derniers continuèrent leur voyage et tombèrent au pouvoir des canonnières napolitaines.

Parmi ceux qui foulèrent le sol italien et furent faits prisonniers, quelques-uns furent blessés au cours du bref combat qui suivit ; le général Franceschetti, le plus notable de ces soldats téméraires, le fut légèrement, mais le capitaine Pascal Pernice reçut une balle au front.

D'abord injuriés et frappés, puis traités avec plus d'humanité, les autres prisonniers, au nombre de cent huit, attendirent avec angoisse la décision du gouvernement napolitain à leur sujet. Le roi Ferdinand, une fois Murat fusillé, se trouva très embarrassé. Il offrit à Louis XVIII de les lui remettre. Celui-ci refusa. Alors son cousin de Naples lui donna une leçon d'humanité. Il gracia les coupables et résolut des les renvoyer en Corse, à ses frais. A cette nouvelle, le ministère français ordonna de les arrêter tous, dès qu'ils débarqueraient, d'exiler les simples soldats et matelots dans différentes villes du continent et de juger les officiers.

Le 17 janvier 1816, les malheureux détenus quittaient Naples sur une bombarde, arrivaient le 20 à l'île d'Elbe, et le 21 à Livourne. Ils auraient bien voulu débarquer pour éviter la justice française, mais les autorités toscanes s'y opposèrent et les enfermèrent au Lazaret, où ils restèrent deux mois, mal nourris et en haillons. Le grand-duc refusait de leur venir en aide et négociait avec le roi de Naples, pour qu'il se chargeât de leur entretien. Enfin un navire de guerre français arriva pour les escorter jusqu'à Bastia. Ils parvenaient devant cette ville le 2 mars. Le gouverneur, marquis de Rivière, les jugeant indésirables, donnait l'ordre de les diriger sur Saint-Florent. Une tempête violente, qui éclata pendant cette traversée, les ballotta douze jours durant et le 15 mars, ils reparaissaient dans le port de Livourne.

Sans s'apitoyer sur leurs malheurs les autorités ne modifièrent pas les instructions antérieures. On les fit de nouveau partir pour Saint-Florent. Leur navire jeta l'ancre bientôt devant cette citadelle ; une gabarre française, venue de Toulon, embarqua les prisonniers, à l'exception de 23 matelots qui furent mis en liberté. Les 85 autres partirent pour Marseille. Ils y arrivèrent le 30, dans un état pitoyable et furent enfermés les uns au fort Saint-Nicolas, les autres au château d'If. Du 2 au 7 mai, pour échapper à la misère de leur condition, 21 risquaient leur vie et s'évadaient ; l'un d'eux, moins fortuné, se brisait une jambe et fut repris. Un peu plus tard,

33 étaient versés dans les bataillons coloniaux ou disciplinaires ; 18, c'est-à-dire les officiers, devaient rester incarcérés au château d'If et les cinq plus notables prisonniers, par une décision du 14 mai, étaient traduits devant la cour prévôtale du Var (1).

Le général Franceschetti, le maréchal de camp Natali, le major Ottaviani, les capitaines Gregori et Lanfranchi furent donc transférés dans les prisons de Draguignan, en attendant leur comparution. L'enquête préliminaire ne fut guère favorable au procès. Leur délit avait été commis en territoire étranger ; il était prouvé qu'ils n'avaient jamais comploté contre Louis XVIII. La Cour, embarassée, finit par se déclarer incompétente, le 24 septembre. Il fallut se résoudre à mettre en liberté les officiers, retenus au château d'If, mais en les astreignant à une résidence et à la surveillance, à Marseille ou dans les environs. Ils y connurent la misère, car ils n'avaient aucun métier et ne recevaient rien. Ils accablèrent les autorités françaises de supplices, demandant à rentrer dans leurs foyers et allant jusqu'à préférer, disaient-ils, le suicide ou la prison à une existence aussi pénible. Mais le préfet de la Corse, de Saint-Genest, s'opposait à leur retour.

Heureusement pour eux, la Terreur Blanche finissait. La Chambre introuvable avait été dissoute en septembre ; le ministère se montra alors bienveillant. Le 15 décembre, ils étaient autorisés à s'embarquer pour la Corse. Les cinq prisonniers de Draguignan étaient oubliés. Il se plaignirent amèrement, réclamèrent la même faveur et invoquèrent pour cela leurs privations et la maladie. On finit par les entendre. Le 30 décembre, les portes de la prison leur furent ouvertes et, munis d'un secours de cent francs et d'un mois de solde, ils prirent place sur un bateau qui, de Toulon, les amena à Bastia. Après seize mois de prison et d'angoisses, ils revoyaient la terre natale, d'où ils étaient partis en conquérants et où ils revenaient vieillis, déçus et condamnés à une vie médiocre. La Restauration aurait pu se montrer plus équitable. Ajoutons que plusieurs pièces justificatives complètent ce récit dramatique et digne du roman.

Le maréchal Sébastiani, diplomate. — Notre collaborateur, M. C. Piccioni, fin diplomate et historien averti, a retracé dans la **Revue diplomatique** de janvier-mars 1930, la carrière du maréchal, comme ministre des Affaires étrangères dans les cabinets Laffitte et Casimir-Périer de 1830 à 1832 et comme ambassadeur à Londres de 1835 à 1840. Il nous le présente, à l'aide des seuls documents, comme un diplomate actif, avisé, patriote, mais un peu trop discipliné, ou trop timoré pour faire prévaloir son opinion sur celle du roi Louis-Philippe, résolument pacifiste, sur celle d'un Casimir-Périer, président autoritaire, ou sur celle enfin d'un Talleyrand, ambassadeur à Londres, d'esprit plus européen (déjà !) que français, assez infatué de son prestige pour négocier, sans l'avis de son ministre et sans le souci prépondérant des intérêts de sa patrie. Bref, M. Piccioni, tout en ramenant à sa juste portée cette phrase cruelle, attribuée par l'opposition à Sébastiani, après les massacres de Pologne : « L'ordre règne à Varsovie », nous donne du maréchal l'idée d'un

(1) On se rappellera que la France était alors en pleine période de Terreur blanche et que la Chambre introuvable, composée d'ultras-royalistes, qui pourchassait les compagnons de Napoléon, n'était guère disposée à l'indulgence, ministre, digne de ses fonctions, mais à qui trop d'obstacles ma-

tiels et politiques enlevèrent la gloire d'une meilleure solution dans les affaires de Belgique, de Pologne et d'Orient. Il ne reste désormais plus grand chose à dire sur notre compatriote après cette étude de M. Piccioni sur le diplomate, après l'article de notre collaborateur Franceschini sur le militaire et après les ouvrages de M. Driault.

L'Annu Corsu. — MM. Paul Arrighi, Antoine Bonifacio et Pierre Leca, directeurs de cette belle anthologie corse, nous ont enfin livré le volume de 1930. Le retard inhabituel, que seuls peuvent leur reprocher ceux qui ignorent les conditions actuelles de l'impression, n'a pas empêché la publication de présenter le même intérêt que les numéros précédents. Presque tous nos écrivains Corses, poètes et prosateurs, y ont collaboré. La partie dialectale a cinquante-cinq pages ; la partie française soixante-dix. Suivent une chronique bibliographique et une correspondance des diverses associations de compatriotes aux colonies. L'utilité de l'entreprise de M. Arrighi n'est plus à démontrer. Elle encourage les talents littéraires des Corses en les soumettant aux règles grammaticales édictées par les excellents linguistes que sont les trois directeurs. C'est ainsi que nous parviendrons à la fixation, si désirable, de notre langue.

L'Annu Corsu conserve une haute tenue littéraire, grâce à la collaboration des Dalzeto, des Pierre Bonardi, des Pierre Dominique, pour nous en tenir, sinon aux meilleurs, du moins aux plus connus. Son caractère bilingue est une recommandation supplémentaire auprès des lecteurs, car si le corse est le langage de nos pères, le français est celui de notre patrie d'adoption, de sorte que nous répéterons après les auteurs de l'anthologie : « Ce livre doit entrer dans tous les foyers, il constitue une œuvre corse de bons Français » (1).

Un pays qui meurt. — C'est le titre, en plusieurs articles, d'une étude que M. Natali, un de nos plus distingués littérateurs, a fait paraître dans la **Nouvelle Corse** au mois d'avril dernier. Il y montre la décadence démographique, sociale, économique d'un de nos villages corses pris au hasard. Par une analyse pénétrante, dont il a l'habitude, il fait un tableau désolant, parce que véridique, de notre situation matérielle. Si la Corse se meurt, ce n'est pas de paupvreté, mais de l'abondance de l'argent qui détourne nos compatriotes de la culture du sol et de l'artisanat, qui lui donne le dégoût du travail productif. Nous avons depuis longtemps écrit ici que l'Etat aurait mieux fait d'encourager notre agriculture, de protéger notre petite industrie paysanne, ces métiers villageois qui dans maintes localités constituaient une ressource et retenaient l'habitant, plutôt que de prodiguer l'or par l'assistance ou la subvention sous toutes les formes. Ce qu'il a entrepris avec tant de succès au Maroc, grâce au maréchal Lyautey, il pouvait aussi bien le faire en Corse. Nos petits centres de fabrication des ustensiles en bois de l'Orezza, des étoffes de laine et de poil de chèvre du Niolu, de la poterie amiantée à Campile, des meubles rustiques, des cordes, etc., auraient créé une vie locale et empêché le dépeuplement. On aurait peut-être évité que l'île si chère ne devint un pays de

(1) En vente à Nice, bureaux de la Direction ; prix 8 francs, chèque postal, Marseille 279.86.

vieillards, de femmes et d'enfants et ne fit de plus en plus appel au continent pour ses besoins. La mise en valeur de la Corse est une question vitale qui nécessitera un plan d'ensemble, exécuté par un préfet énergique et durable et qui ne sera pas résolue par des solutions empiriques. Le problème corse existe, complexe, difficile. Il affecte tous les domaines. La France en a traité de bien plus ardu. Mais quand se décidera-t-elle à l'aborder en entier ?

Le merle corse, nouvelle. — La Revue artistique et littéraire du corps médical, *Chan'clair*, a, dans son numéro d'avril, reproduit, avec un portrait de l'auteur, et deux belles photographies de Lavasina, cette jolie nouvelle du docteur Aurenche qui a pour titre : « Un Merle corse », et qui contribue, avec beaucoup d'autres, à l'agrément de ce livre : **Sur les chemins de la Corse**, dont nous n'avons plus à faire l'éloge ici.

Chronique littéraire. — Depuis quelques années, la Littérature française s'enrichit d'une façon extraordinaire sous l'influence de deux courants de forces contraires : l'exotisme et le régionalisme. Il est à noter qu'autrefois le premier de ces courants était à peu près inexistant — si l'on excepte toutefois l'œuvre prodigieuse d'un Loti, ou encore celle d'un Farrère, voire même celle des Tharaud. — L'imagination féconde de nos meilleurs auteurs s'alimentait principalement aux sources vives qu'offraient la vie apparemment monotone de nos provinces et le brouhaha de nos cités. Vint la guerre, avec ses bouleversements de toutes sortes, qui donna naissance à une curiosité fort louable. Le Français, peuple sédentaire par excellence, se trouva soudain assoiffé de connaissance et d'inconnu. Les auteurs de la jeune génération s'éparpillèrent alors de par le vaste monde et moissonnèrent sans répit. La récolte fut des plus fructueuses, car bientôt nous eûmes le plaisir de connaître l'Occident aussi bien que l'Orient, et celui-ci à l'égal de nos propres contrées. Hélas ! Cet attrait du nouveau présentait un danger ; il menaçait de détruire le régionalisme, qui donna naissance à tant d'œuvres bénéficiant des faveurs de la postérité.

Heureusement, ce ne fut qu'une menace et bientôt on vit cette branche de l'arbre séculaire reprendre force et vigueur. Dédaignant le faste majestueux de l'Orient, autant que le machinisme endiable de l'Occident, de nombreux auteurs, jeunes et prêts à faire preuve de talent, exaltèrent le terroir, avec ses passions, son soleil, ses brumes, ses joies, ses vices, sa misère. Ils jugèrent, avec raison d'ailleurs, que toutes ces choses étaient toujours capables d'intéresser, d'émouvoir même, les lecteurs non superficiels, et il y en a encore quoi qu'on en dise.

Ceux qui surent voir et comprendre produisirent d'admirables œuvres. Au premier rang de ceux-ci, il convient de placer notre confrère Léon Frapié qui toujours plongea au cœur même de la vie pour nous en faire voir les pulsations intenses et généreuses. D'autres noms, dont l'éclat est incontestable, illuminent cette phalange. Nous ne pouvons évidemment les rappeler tous ici comme en un palmarès, mais toutefois, il en est qu'il nous faut citer ; nous voulons dire ceux dont le sang généreux est frère du nôtre. Nous avons d'abord notre regretté compatriote, Jean Angeli, qui a gravé à jamais sur le marbre, en collaboration avec Henri Pourrat, la vie intense de la vieille et pittoresque Auvergne ; notre sympathique confrère Lorenzi de Bradi qui, dans chacune de ses œuvres, exalte les splendides beautés de notre île ; viennent ensuite Sébastien Dalzeto et François Savelli de Costa.

Mais notre île n'a pas inspiré que des auteurs corses ; ainsi, Raymond de Rienzi, notre compatriote, sinon par le sang, du moins par l'esprit et le cœur.

Plus récemment encore, parurent deux ouvrages que nous allons étudier.

★★

Après la **Colomba** de Prosper Mérimée, on pouvait supposer qu'il était impossible d'écrire un livre aussi intensément vivant, fort, et à la fois naturel. Nombre d'auteurs, parmi lesquels s'en trouvaient d'un talent certain, tentèrent de suivre les traces du grand écrivain et ne le firent chaque fois qu'avec un succès plus ou moins grand. En présentant dans ces colonnes le superbe livre de Jane Catulle-Mendès, **Orlinda, Cœur Corse**, nous n'oserions affirmer, tout vain snobisme mis à part, que l'auteur de **Colomba** ait trouvé son maître, mais certainement un compagnon digne de lui. **Orlinda** peut en effet être considérée comme une sœur de **Colomba**, quoique le premier livre soit totalement différent du second par le genre adopté dans la composition de la trame. **Orlinda**, c'est l'histoire, poétisée sans doute, mais malgré tout merveilleuse et tragique, du célèbre Romanetti appelé en l'occurrence Tamorelli ; c'est aussi l'histoire farouche et valeureuse de notre terre aimée, où l'Honneur est élevé au rang de divinité. Jane Catulle-Mendès a apporté dans la rédaction de ce livre toute sa sensibilité féminine, alliée à la constante admiration que de tous temps elle professa pour notre pays aux richesses incalculables et trop souvent ignorées. On y retrouve des études de caractère d'un rare talent, dans un cadre dépeint d'une façon admirable et que tous les insulaires voudront admirer en lisant **Orlinda, Cœur Corse**.

★★

Différent est le roman vécu que nous présente Henri Pierhomme : **Gallochio, Bandit Corse**. C'est l'histoire aventureuse et poignante de Joseph Antonimarchi, surnommé Gallochio, séminariste devenu bandit par la force des choses. Comme l'indique l'auteur en une introduction d'une justesse indéniable dans son ensemble, mais parfois empreinte d'un « continentalisme » un peu aigu, tous les bandits qui cherchèrent asile dans l'hospitalière **macchia** ne furent pas dignes d'une égale admiration. D'aucuns même méritaient la réprobation de tous, mais ceux-là ont eu plus qu'une simple réprobation, puisqu'en général ils ont subi les rigueurs des Lois profondément enracinées dans le cœur de tout insulaire, les Lois de l'Honneur auxquelles on ne peut impunément forfaire.

Bref, cessons toute digression et revenons à l'étude de Pierhomme. Avec un très beau tact et une impartialité qui force notre respect, Henri Pierhomme nous raconte l'histoire du pauvre Gallochio qui vécut et mourut victime de la fatalité. Le style souple et nuancé, dénué de tout « ampoulage », prête, ou mieux, donne une vie réelle à cette triste aventure du passé. Aux yeux de certains, Gallochio ne sera peut-être qu'un monstre, et pourtant, après avoir lu l'histoire de sa vie telle qu'elle nous est présentée par un auteur circonspect et sachant faire fi des légendes sans fondement, on se prend à sentir la pitié vous envahir au souvenir de cette douloureuse existence. **Gallochio** peut à bon droit être considéré comme une des pierres susceptibles de mieux faire aimer et surtout comprendre la splendeur de ce monument incomparable qu'est l'Ame Corse.

Guy ZUCCARELLI.

NOUVELLES

en quelques lignes

La Maison corse de Marseille. — Quand fut fondée en 1926 cette institution « Organisme d'information, de documentation et d'action, appelé plus spécialement à stimuler et à faciliter l'expansion commerciale et économique de la Corse, avec Marseille, le continent, les colonies et l'étranger », on n'attendait pas d'elle tant d'activité. Son Conseil d'administration, composé de Corses distingués, présidé par M. Paoli, directeur de l'Agence économique de Madagascar à Marseille, s'est attelé à la question économique. Il a fait une propagande utile en faveur de la Foire-Exposition de Marseille, à laquelle il voudrait attirer le plus grand nombre possible d'exposants corses. Le procès-verbal de la réunion générale de ses adhérents, tenue le 6 avril 1930, montre que ses efforts ont été incessants. S'ils ont été médiocrement récompensés en 1928, ils ont abouti à un résultat presque satisfaisant en 1929. Nous en avons d'ailleurs parlé dans un de nos numéros précédents. M. Paoli et ses collègues, avec une ténacité digne d'éloges, comptent renouveler leurs démarches pour l'année 1930. Nos compatriotes, agriculteurs et industriels, feraient bien de répondre en masse à leur appel. La consommation d'un produit ne devient importante que s'il est présenté et connu. Présentons donc les nôtres ; faisons-les connaître. Ils seront appréciés et demandés. Il y aura là un excellent moyen de lutter contre la mévente agricole dont nous nous plaignons. L'agriculture seule enrichira notre île. La Maison corse l'a compris ; il faut l'encourager. C'est le devoir de tous autant que l'intérêt des producteurs.

Pour les adductions d'eau potable. — Nous avons signalé les subventions récentes accordées par le Pari mutuel. Le Ministère de l'Agriculture vient d'y ajouter une somme de 1.800.000 francs à répartir entre les dix-sept communes suivantes : Biguglia, Campana, Canale di Verde, Castifao, Cauro, Farinole, Ghisoni, Lama, Oglias-tru, Patrimoniu, Petretu-Bicchisanu, Pied'corie, Rusiu, San Petru di Venacu, Stazzona, Verdesse et Zevacu.

Pour les dommages en Corse. — Les calamités publiques survenues dans l'île, au cours de l'année écoulée, méritaient bien la sollicitude de l'Etat, dont nous avons apprécié la générosité lors des graves inondations du Midi. Notre département vient donc d'obtenir une somme de près de neuf millions, qui sera répartie ainsi : 580.000 francs pour les routes, 962.800 francs pour les communes, 5.462.700 francs pour les particuliers et 1.975.700 francs pour les récoltes perdues. Par la suite, ces chiffres ont été encore augmentés d'une nouvelle subvention de 750.000 francs.

Pour les routes stratégiques. — Le Ministère de la guerre a décidé de consacrer une somme de vingt-cinq millions à la construction de trois routes intérieures, qui, en temps de guerre, seraient moins vulnérables que celles de la côte : une de Pontenovu à Bastia par Muratu ; une de Levie à Sotta, et une de Pisciatellu à Proprianu, par la montagne.

La Chambre départementale d'Agriculture s'est réunie tout récemment en session ordinaire et a discuté un certain nombre de projets, dont l'application améliorerait notre situation agricole, tels

que : la construction de barrages-réservoirs pour l'irrigation (imitons l'Algérie !); la protection de nos châtaigniers ; le rétablissement de la prime à la culture de l'olivier ; la lutte contre la mouche qui tue cet arbre ; la répression du libre parcours de ce malfaisant animal, la chèvre, etc. Souhaitons toutefois que les ressources de ce petit Parlement d'agriculteurs soient suffisantes pour donner suite à ses initiatives.

Culture de la ramie. — La **Nouvelle Corse**, du 4 avril signale les essais de culture de la ramie tentés par un vieux colonial dans les environs d'Ajaccio et la réussite complète de son entreprise qui a donné un bénéfice de 9.500 francs à l'hectare. S'il en est ainsi, nos cultivateurs feraient bien de diriger leurs efforts vers la production d'un textile qui trouvera toujours un écoulement facile et les dédommagera des désillusions que le cédratier leur a apportées.

Le Chemin de fer de la Côte orientale. — La continuation de la ligne jusqu'à Portu-Vecchiu est désormais assurée. Un projet de loi va être déposé sur le bureau de la Chambre des députés pour décider la construction du tronçon Solenzara-Portu-Vecchiu, soit de 41 kilomètres de voie ferrée. La dépense en a été fixée à cinquante millions. Le jour où la résolution de continuer la ligne de Ghisonaccia fut prise, il fallait bien envisager son aboutissement à un port d'écoulement, si on ne voulait pas retomber dans cette erreur ancienne d'un arrêt en plein maquis.

Les tarifs des services maritimes. — Réjouissons-nous ! Nous pouvons encore garder l'espoir que les tarifs récemment établis, et contre lesquels, avec une belle unanimité, tous les Corses se sont élevés, ne seront pas définitifs. La commission sénatoriale de la marine, après avoir entendu M. Sari, a présenté au président du Conseil, qui l'a accueillie favorablement, une note par laquelle : « 1° le tarif kilométrique sera calculé d'après la distance parcourue pour chaque trajet ; 2° le calcul du prix d'un kilomètre sur mer sera établi en tenant compte des prix d'avant 1914, adoptés comme base, et multipliés par le coefficient 4.30, qui est le coefficient actuel d'augmentation des tarifs ferroviaires ». Les prix actuels et prohibitifs pourront être ainsi légèrement abaissés.

Le paquebot « Ile de Beauté ». — Ce magnifique bateau de 101 mètres de long, affecté exclusivement au service des touristes, avec couchettes de première et deuxième classes, et traversées diurnes, vient d'entrer en service. Il effectuera les voyages suivants : Marseille-Nice-Calvi-Ile Rousse, Ajaccio-Bonifacio-Bastia-Ile Rousse-Nice-Marseille, soit le tour complet de la Corse, avec Marseille comme points de départ et d'arrivée, en six jours (du samedi au jeudi). Cette entreprise touristique peut coûter fort cher et, pour le moment, c'est elle qui, en augmentant le déficit de la Compagnie, nous vaut le relèvement des tarifs maritimes. Une question mérite donc d'être posée : la Corse doit-elle supporter une dépense somptuaire ?

Services maritimes entre la Corse et Tunis. — En vertu d'une convention récemment signée entre la Régence de Tunis et la Société maritime nationale, cette Compagnie assurera, à partir de 1930, un service bi-mensuel par le vapeur « Caïd », entre Bastia et Ajaccio, Tunis et Malte. Les familles nombreuses, les fonctionnaires et les mutilés jouiront d'une remise de 20 pour cent. Puisse cette initiative, qui crée des relations directes entre notre île et la Tunisie, aboutir à un résultat heureux !

L'électrification de la Corse. — Ce n'est plus une espérance, mais une réalité prochaine pour les régions nord et sud. Le syndicat intercommunal du nord et du nord-est a annoncé qu'il avait réalisé 54 pour cent du devis des dépenses, soit 16 millions 200.000 francs, grâce à des subventions, que le concessionnaire s'est engagé pour 26 pour 100, le syndicat lui-même pour 5 pour 100 et qu'ainsi 85 pour 100 des dépenses, soit 4.500.000 francs, sont déjà couvertes. Le reliquat ou 15 pour 100 sera garanti par un emprunt à la Caisse des dépôts et consignations, qui nécessitera 34 annuités de 398.837 fr., dont le Conseil général aura à se porter garant.

Dans les mêmes conditions, le syndicat intercommunal du sud a vu son projet, subventionné par le Ministère de l'agriculture, approuvé. Le génie rural est chargé des travaux. Une usine thermique sera établie à Propriano, en attendant l'usine hydraulique de Sorbollanu, pour alimenter les 104 communes adhérentes.

La défense de la Corse. — Tous nos lecteurs ont entendu les échos de cette discussion qui, au cours des débats relatifs au budget de 1930, s'est élevée inopinément au Sénat. Le Président de la Commission maritime a été amené à faire des déclarations graves sur l'organisation de la défense insulaire. Une certaine pudeur nous empêche de les reproduire ici (1). L'orateur est allé jusqu'à dire à peu près : « La carence ministérielle est un crime ». Nous autres, simples électeurs, parlerons autrement. Si la Corse doit être mise en état de défense (et il fut un temps, pas très lointain, où un chef d'état-major du gouverneur de la Corse nous disait qu'elle était inutile) qu'attend-on pour le faire ? Nous avons des Chambres pour voter des crédits, des ministres pour les demander et les utiliser, et nous apprenons, en même temps que les étrangers, que ce devoir n'a pas été accompli. On pourrait chercher un coupable, on n'en trouverait pas. Dans un régime qui se prétend démocratique, nul n'est responsable. Le ministre de la Marine accuse celui de l'Air, qui objecte sa nomination récente, en attendant qu'il invoque sa durée éphémère. Si la guerre éclatait (ce qu'à Dieu ne plaise !), nos chers compatriotes n'auraient à opposer à leur ennemi que leur poitrine ou leur fusil de chasse, sans cartouches. Pauvre défense nationale ! Malheureuse Corse ! Il sera bien curieux, dans quelques années, de connaître les résultats des éloquentes et angoissantes discours qui viennent d'être prononcés. Nous avons un ministre corse de la marine, un sénateur corse (M. Sari) membre de la Commission sénatoriale de la marine. Espérons !

La réparation de nos œuvres d'art. — Grâce à l'intervention éclairée et patriotique de M. Vincent Poli, sous-chef de bureau au Ministère des Beaux-Arts, nos réclamations concernant la nécessité d'une réparation urgente de la chapelle de San Thomé de Pastoreccia (territoire de Castelli de Rostinu, sur les murs de laquelle se trouvent deux belles fresques du XV^e siècle, dans la manière des primitifs italiens, avaient été prises en considération. Un déplacement de M. Poli, accompagné de l'architecte départemental, permit d'obtenir les crédits indispensables et, après six ans de démarches, les travaux furent commencés. Ils viennent d'être achevés. Et nous nous réjouissons de savoir que la Corse conserverait une de ces œuvres d'art anciennes, qui sont une des joies du touriste. Il nous faut dé-

(1) On pourra lire dans le « Journal Officiel » le compte-rendu de cette séance historique du 28 mars au Sénat.

chanter. Voici la note que nous recevons d'un de nos correspondants, dont l'esprit cultivé et le goût artistique nous sont trop connus pour mettre en doute son appréciation :

« Il y a deux ans, j'étais allé visiter la chapelle et j'avais pris quelques notes sur sa décoration adorable. Quelle fut mon horreur en y retournant récemment de voir « la tragédie de la restauration ». Il était certes urgent d'y mettre un toit ; celui qu'on y a construit est splendide, et a un caractère de l'époque. Mais était-il vraiment nécessaire de démolir la façade et le tiers des murs. Il faut voir l'état des fresques ! Ces fresques précieuses, raison de tout ce travail ! Pour placer l'échafaudage interne, on a creusé des trous énormes dans les fresques elles-mêmes. Par suite des secousses causées par les travaux de démolition dans les murs, presque toutes les peintures, par exemple la vie du Christ, à gauche, sont tombées. Il reste une tête de la Vierge en pleurs. Ah ! qu'elle a raison de pleurer ! Les scènes de l'Enfer, à droite, sont couvertes de plâtre. Seules les fresques de l'abside (les principaux apôtres) sont à peu près intactes. Il y a de quoi rester navré ! ».

Nos compliments à l'architecte inconnu qui a dirigé les travaux et à l'administration des Beaux-Arts qui a négligé de surveiller ses employés ! Mieux aurait peut-être valu qu'elle ne cédât jamais à nos sollicitations que de mériter la réprobation des archéologues et des patriotes. Ces reproches nous ont paru encore plus mérités, quand nous avons reçu de Sarratone une superbe brochure illustrée, montrant avec quels soins précieux, avec quel respect du passé, les Beaux-Arts italiens, sous la direction éclairée du directeur des antiquités, M. Carlo Arù, avaient procédé à la reconstruction de l'église San Piero di Zuri, dont le style lombard du XIII^e siècle, les chapiteaux et les sculptures archaïques méritaient d'être conservés pour la joie spirituelle de la postérité. Le monument gênait les travaux du barrage de Tirso. Il fut déplacé, porté à 500 mètres de son emplacement, de la cote 88 à la cote 140, et reconstruit dans le même style que précédemment, sans que rien n'y fut changé. Travail de patience qui mettait à l'épreuve la science des architectes, la probité des artisans, le goût archéologique et le patriotisme de tous. Deux belles photographies de l'édifice avant la démolition et après la reconstruction permettent de constater que M. Arù et ses collaborateurs eurent toutes les qualités nécessaires. Nous nous sentons un peu humilié par la comparaison que pourront faire les touristes italiens, de plus en plus nombreux, entre cette restauration difficile des Beaux-Arts sardes et celle, bien plus simple, des Beaux-Arts français.

La canonisation prochaine d'un Corse. — Après avoir constaté le miracle du Bienheureux Théophile de Corte, mort en 1740, le Consistoire pontifical a décidé sa canonisation. Elle aura probablement lieu au mois de juin et ce nouveau saint corse prendra place à côté des saintes Dévote et Julie, de saint Perthée et autres martyrs ingulaires auxquels nous adressons nos vœux. L'ordre des Franciscains et les catholiques corses vont être bientôt dans la joie et en fête.

Exposition de peinture. — Nous signalons aux amateurs de paysages corses les deux belles toiles que l'artiste F. Bouchet, dont la réputation n'est plus à faire, vient d'exposer au salon des artistes français (salle 1). Elles représentent deux coins pittoresques de notre île, qui jusqu'ici n'avaient tenté aucun de nos peintres : Morosaglia et ses environs. Par leur vérité et leur coloris, ces œuvres peuvent être classées parmi les plus caractéristiques. Elles évoqueront dans

l'esprit de ceux qui les verront, car elles méritent le déplacement, l'aspect tourmenté et l'atmosphère lumineuse du pays qui nous est cher.

Le comité Tessarech. — Les efforts continus des membres de ce Comité, dont le Président M. Paul Chauvet fut jadis professeur au lycée de Bastia, et dont le secrétaire est notre compatriote, Fr. Agostini, viennent d'être récompensés. La firme Odéon a réalisé le premier disque corse avec les deux morceaux de guitare du grand musicien, méconnu et ignoré, Tessarech : **l'Ajaccienne** (chant et orchestre) et le **Voceru Corsu** (chant et guitare). Voilà donc le public à même d'apprécier le talent du disparu et de connaître les deux manifestations musicales les plus caractéristiques de la Corse, le chant national en l'honneur de Napoléon et la mélodie inspirée par nos coutumes funéraires.

Seconde manifestation J. Tessarech. — Une soixantaine de personnes se sont réunies le dimanche 18 mai dans l'atelier que l'éminent peintre P. M. Dupuy avait mis à la disposition de l'Association Jacques Tessarech pour sa seconde assemblée générale. Après avoir entendu le compte rendu administratif du président et une allocution fort goûtée de M. Georges Migot, président d'honneur, les élèves du maître, MM. Agostini, secrétaire de l'Association, Bernard, Mazmanian et Worschech charmèrent l'auditoire par leur interprétation d'œuvres de Bach, Haydn, Beethoven et Tessarech. M. Thomas, blessé à un doigt, ne put malheureusement pas se faire entendre. Ce ne fut pas le moindre plaisir d'entendre M. Migot, le très distingué musicographe, après chaque morceau, souligner la manière personnelle de chaque exécutant et s'extasier, sagement, sur les ressources de la main humaine, ce merveilleux instrument Techniquement, en exposant ses raisons exactes, il loua l'Ecole des grands progrès accomplis et fit prévoir pour la méthode tessarechienne, qui marque un grand pas en avant dans l'évolution de la musique, un brillant avenir. Après que le président eut lu une vie du maître délicatement et pieusement composée par M. Agostini, l'assemblée se sépara avec beaucoup d'optimisme et d'espoir. Ce fut une belle journée pour Tessarech, pour la musique et pour la Corse.

Agence P. L. M. d'Ajaccio et de Bastia. — La Compagnie vient d'ouvrir deux agences en Corse : l'une à Ajaccio, 1, cours Grandval ; l'autre à Bastia, place Saint-Nicolas.

Ces agences délivrent, à destination des principales gares du réseau des billets directs (simples, valables 8 jours ; d'aller et retour, variables 45 jours) comprenant la traversée par paquebot de la Compagnie Fraissinet et le trajet en chemin de fer sur le continent.

Elles délivrent également :

Des billets directs pour Londres et Bruxelles ; des billets combinés (chemin de fer et autocar) à itinéraire facultatif ; des billets d'excursions à itinéraires fixes, valables 33 jours et comportant, sur le prix du trajet en chemin de fer, une réduction de 20 à 25 %.

Elles procurent aussi des billets de toutes catégories pour toutes destinations sur les grands réseaux français, au départ de Nice, Toulon ou Marseille.

Au départ de ces ports, elles assurent la location des places tant en chemin de fer qu'en autocars P. L. M.

Sur présentation d'un billet direct, délivré par ces agences, le voyageur peut faire enregistrer directement ses bagages pour leur destination définitive.

OUVRAGES RECOMMANDÉS

VIENNENT DE PARAÎTRE :

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE LA CORSE, par A. Ambrosi-R.; brochure in-8° de 90 pages et 43 photogravures. Etude des particularités géographiques de l'île. Prix : 7 francs (franco : 8 francs).

La demander à l'auteur, 9, Place du Général-Beuret Paris (XV°).

L'ANNU CORSU, revue du Cynnéisme, 8^e année par MM. P. Arrighi, A. Bonifacio et P. Leca. Anthologie des écrivains corse pour l'année 1930, avec de nombreuses gravures. Brochure de 150 pages, prix : 8 francs. Chèque postal, Marseille 279.80.

OUVRAGE RECOMMANDÉ

Histoire de la Corse, par A. Ambrosi-R., in-12 de 160 pages et 63 gravures.

Chez l'auteur, même adresse que ci-dessus, ou chez l'éditeur Jansson, successeur de Piaggi, à Bastia. Prix : 5 francs (6 francs franco).

La Corse, pays des belles excursions, à 24 heures de Paris, par les traversées de jour au départ de Nice. — Pour se rendre en Corse, la traversée la plus courte se fait par Nice.

Les horaires d'été de la Cie Fraissinet sont établis de telle sorte que l'**Ile de Beauté** n'est réellement qu'à 24 heures de Paris.

En effet, le voyageur partant de la capitale le lundi, le jeudi ou le vendredi à 17 h. 05, par le rapide 15, (lits-salons, couchettes, wagons-lits de 2^e cl., places de 1^{re} et 2^e cl., wagon-restaurant) arrive le lendemain en gare de Nice à 10 h. 30 ; il y trouve un autobus qui le conduit, avec ses bagages, au port d'où le paquebot, levant l'ancre à midi, le dépose le soir même en Corse, le mardi à l'Ile Rousse, le vendredi à Ajaccio, le samedi à Calvi.

A partir du 31 mai 1930, une quatrième combinaison aussi pratique sera possible : départ de Paris le samedi soir, arrivée à Calvi le dimanche à 18 h.

Il est, au demeurant, aussi facile d'excursionner en Corse que de s'y rendre. D'Ajaccio, Bastia, Corte, Calvi, Ile Rousse, les cars P.L.M. permettent de visiter les sites les plus réputés de l'Ile : Calanques de Piana, golfe de Porto, falaises de Bonifacio, col de Bavella, marina de Porto Vecchio, cap Corse, la Castagniccia, défilé de l'Inzecca, etc...

Les principales gares P.L.M. délivrent des billets directs avec enregistrement direct des bagages pour les ports d'Ajaccio, Bastia, Calvi et Ile Rousse, les gares de Corte, Ghisonaccia et Vizzavona.

Le Directeur Gérant,

A. AMEROSI.